

Dernièrement F. Mitterand commentant un détournement d'avion, motivé par le désir du «pirate» de parler dix minutes à la radio, affirmait «c'est le retour à la barbarie». Pour ce social démocrate, la barbarie c'était le pirate et non les flics qui, en intervenant ont causé un mort et plusieurs blessés. Mitterand a remis ça sur les barbares pour soutenir son compagnon dans le socialisme Schmidt. En chœur ils s'indignent sur les agissements de la bande à Baader et non sur les lois scélérates DE LA R.F.A. qui permettent de torturer, d'assassiner les prisonniers dans leurs cellules, d'organiser des chasses à l'homme, des concours de délateurs, mettant des têtes à prix et faisant appel au lynchage. Passons sur l'Italie, la Grèce, ou l'Espagne, qui ont le chic pour désigner du doigt les barbares afin de mieux les poursuivre internationalement et par la suite mieux les isoler et plus facilement les supprimer. En France, à Malville, les barbares se sont défendus le pavé ou le cocktail molotov à la main contre les grenades offensives des «flics victimes». Nous comprenons très bien que les démocrates en place ou en passe d'y accéder s'inquiètent des agissements d'individus qui contestent leur autorité, et qui refusent des



le vrai visage de la social-démocratie

Le choix de notre bord

Depuis trois mois plus précisément, le fossé s'est élargi entre les légalistes, les non-violents, les parlementaires et autres politiciens et les fameux barbares coupables de dénoncer la mort atomique, de refuser la mort-prison, la mort-pétrification, la mort-béton.

Il existe des abrutis capables de faire un sit-in devant une centrale qui se construit et d'autres qui cherchent à la supprimer.

Il existe des triples andouilles qui assistent hilares ou maussades aux clowneries d'un Jacques Chancel, cherchant parce qu'il est du coin d'Argeles Gazost à foutre en l'air une région et d'autres qui essayent de lui faire fermer la gueule.

A Foix, à Paris, à Grenoble, à Brest, à Nantes, à Toulouse, partout en France, après l'échec de Malville des individus isolés ou en groupes sont passés à l'action directe, sortant ainsi des vieilles manies de la manif promenade. Manif où tout était flou, mélangé, où celui qui était décidé à en finir avec une centrale nucléaire, l'armée, la dictature, ou la social-démocratie côtoyait à l'ombre d'un drapeau rouge, noir ou vert, le petit groupuscule en quête de militants ou le non-violent écologiste cherchant à garnir ses futures listes électorales.

Il est urgent de faire le point.

Maintenant que tout est plus clair, que les choix sont pratiquement établis, on peut discuter de l'a-propos, de l'intelligence dans l'utilisation de la « violence ». - Il faut dire tout de même que ce qui a fait le plus de mal au mouvement ouvrier ce n'est pas l'action directe mais le légalisme et l'électoratisme; c'est ça qui l'a souvent anéanti, n'en déplaise à Arlette Laguillier ou à Krivine.

Ce que l'on appelle acte terroriste ne peut être critiqué que comme conséquence de l'écoeuvant réformisme ambiant et l'on ne peut faire le procès de l'un sans faire celui de l'autre.

Par contre l'action directe c'est à dire de passer d'une théorie ressentie à une pratique, ou bien de tirer concrètement des enseignements d'actes passés n'a rien à voir avec le geste désespéré, ultime, sacrificiel.

Ce qui nous unit et nous solidarise avec toutes les manifestations concrètes de révolte c'est qu'elles ont en filigrane le refus de la mort et du système qui tue.

J'ai repris dans Invariance une définition qui m'apparaît intéressante :

« l'inadéquation de la vie humaine à l'aube de son développement qui est la mort organisée sous les apparences de la vie. Il ne s'agit plus de la mort en tant que moment au-delà de la vie, de la mort comme substance de la vie; l'homme est mort et n'est que rite du capital. »

Cela consiste alors que nous sommes souvent d'accord à ne pas perpétuer ce rite à savoir comment le supprimer...

Une fausse solution consiste par la technique de l'affrontement à outrance, à visage quasi-découvert à sacrifier des individus pour que d'autres prennent conscience, suivant le vieux principe « un de perdu, dix de retrouvés », un en prison, dix pour le faire sortir etc...

Le mouvement révolutionnaire n'a pas besoin de martyr et se serait fort bien passé de la mort de Puig Antich, des camarades du FRAP, de Mainoff, Baader ou autres. Que vaut un processus révolutionnaire qui prend la mort pour appât? Quelle erreur de prendre la prison ou la mort comme processus constitutif de la conscience; la transmission de la conscience dite révolutionnaire paraît si difficile que les gauchistes ont recouru à des expédients qui s'avèrent inévitablement les mêmes. Il y a toujours quelqu'un qui meurt à point et l'on va agitant son cadavre afin d'attirer les mouches militantes.



Entr'aide et solidarité active

Il n'est pas question pour nous, surtout ces temps-ci de faire la critique de tel ou tel groupe qui a jugé bon d'employer telle ou telle action pour attaquer le pouvoir sur un point particulier. Il n'est pas question non plus de condamner des actes désespérés souvent provoqués par l'indifférence, l'amnésie, ou la veulerie des soit-disants révolutionnaires; Il s'agit d'affirmer et d'inciter à

LA SOCIAL DEMOCRATIE ALLEMANDE EUROPEENNE MONTRE SON VRAI VISAGE:

Qui est le barbare?

la solidarité envers les camarades pourchassés et traqués par la social-démocratie-européenne. De l'Espagne à l'Allemagne en passant par la France, l'Italie ou ailleurs, la chasse aux sorcières est ouverte et nous avons tous intérêt à nous serrer les coudes.

Pendant que le gouvernement allemand enterre solennellement le nazi Schleyer, l'Europe national-socialiste-moderniste lâche ses chiens et attention à ceux qui se feront prendre l'étiquette terroriste autour du cou.

Des positions que nous avons toujours défendues...

Si nous ne voulons ni critiquer, ni condamner un groupe ou l'autre, nous ne pouvons qu'affirmer encore plus fort des positions que nous avons toujours défendues.

Nous disons tout de même et en général que lorsque des individus ou des groupes se sont mis ou ont été conduits dans une situation d'impasse vis à vis du pouvoir cela se termine invariablement en carnage et de tous côtés s'amoncellent les cadavres. Ce dénouement tragique est uniquement dû à l'emploi du vieux système qui consiste à opposer à un pouvoir un contre-pouvoir, à une armée d'état, une armée rouge etc... , aux morts au service du capital, certains opposent ou substituent ceux qui sont tombés pour la révolution : même carnaval de la charogne.

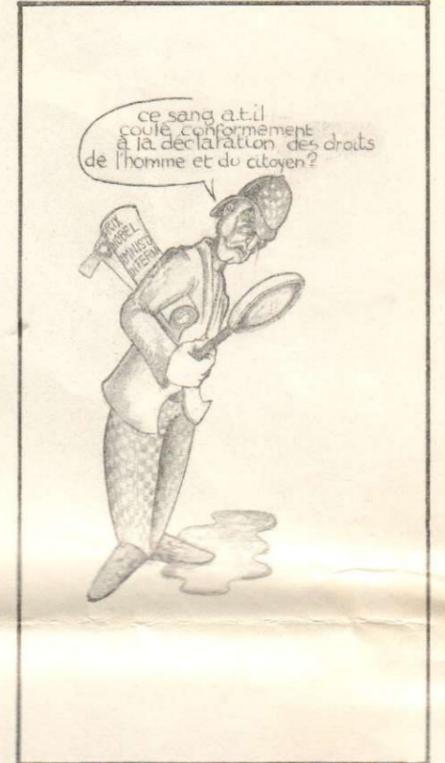
L'erreur profonde dérive du fait que le processus révolutionnaire n'est jamais présenté comme un phénomène provenant d'aspiration humaine en quête de survie, mais plutôt en coup de main spectaculaire, quasi puschiste dont un ou quelques groupes héroïques aurait la primeur historique provoquant la prise de conscience générale qui renverserait le capital.

Il est évident que si toutes les révoltes basées sur l'aspiration à vivre pleinement sont toujours invariablement récupérées par un pouvoir quelconque on en arrivera tôt ou tard à un suicide général de l'espèce. Nous n'en sommes heureusement pas là, mais dès que le processus de révolte est enclenché, il ne s'agit plus de justifier quoique ce soit mais d'être assez fort pour en éviter les excès et la récupération. Or ceci ne peut se faire que si les groupes tendent individuellement à être

autonomes, à ne plus dépendre d'un chef et donc eux-mêmes à dominer et à organiser leur propre révolte; contrôler et maîtriser sa propre action et ses conséquences, cela veut dire être capable à chaque instant d'en faire la critique.

Il n'y a pas question de se résoudre à l'attentisme de peur de commettre une erreur.

Il s'agit de ne pas devenir spécialistes des armes, de la parole ou de l'écriture, mais de pouvoir se servir judicieusement des moyens qu'elles procurent.



Il s'agit enfin de ne pas se battre uniquement sur le terrain choisi par le pouvoir (procès, prison, manif etc...) mais de s'en prendre au capital au niveau de tous ses rouages - économiques - militaires - nucléaire - pédagogique - des médias etc... afin de casser définitivement la machine.

On a reçu ça du comité des détenus de la Prison Barrès de Metz; Ce texte tendrait à prouver qu'en France aussi on sait «suicider»!!!

« Lundi 18 Octobre le directeur passait dans toutes les cellules. Il est entré dans la cellule 49 et s'est adressé à 3 détenus «Qu'est-ce que vous avez à dire». Un des 3 garçons, Challal Jacky, lui a alors répondu «Ici il n'y a plus rien à dire, vous n'avez plus qu'à nous prendre la vie et nous, se faire enculer». Le directeur a répondu «Si tu n'es pas content, tu descends en bas (mitard) Le détenu qui était encore en pyjama et sans rien demander a répliqué «Puisque c'est ça j'y vais», et il est descendu.

Mardi 19 Octobre : Challa Jacky est passé au prétoire et a été condamné à X (plusieurs jours de cachot). Sitôt sorti du prétoire et retourné dans sa cellule du mitard, Challal mettait le feu à sa paille et autre lingerie se trouvant dans la cellule. Les matons sont alors entrés dans la cellule et l'ont tabassé puis ont refermé la cellule qui commençait à brûler. Challal hurlait à mort. Toute la détention l'entendait. La fumée montait le long des fenêtres. Il criait, gémissait «Mon dieu ne me laissez pas». Mais aucun matons, brigadiers, ne sont intervenus. Ce n'est que plus d'une heure après, alors que Challal était dans le coma, très brûlé, qu'ils sont intervenus et qu'il a été emmené à l'hôpital des grands brûlés de Metz dans un état très grave.

Jeudi 21 Octobre : Challal Jacky est mort à l'hôpital de Metz de brûlures au 2° et 3° degré et de lésions pulmonaires.

Le journal «Le Républicain Lorrain» faisait alors paraître samedi cet article faisant croire à la thèse du suicide suite à un état dépressif.

Tout cela est absolument faux, car il n'avait aucune envie de se suicider. Mais au contraire il avait très peur et à plusieurs reprises il nous avait fait part de ses craintes, car il a été maintes fois tabassé ici. D'ailleurs, la veille de cette histoire, il nous avait laissé deux lettres en disant «S'il m'arrive quelque chose, postez-les».

Hier lundi et aujourd'hui mardi, la PS est venue à la maison d'arrêt car une enquête a été ouverte et une autopsie effectuée dont il résulterait (d'après ce que l'on a entendu) qu'il avait une fracture du crâne.

Challal ne s'est pas suicidé, mais il a été assassiné par les matons et le directeur se charge bien de les couvrir.

Nous, Comité des détenus de la Prison Barrès de Metz, demandons que le Ministère de la justice envoie l'inspecteur des prisons afin que ce dernier entende tous les détenus à ce sujet et sur les conditions de détention et qu'il prenne des sanctions contre ce directeur et les matons hors la loi, qui bafouent régulièrement les lois au nom desquelles nous sommes pourtant lourdement condamnés.

Comité des détenus de la prison Barrès de Metz.

Le feu à la paille : le détenu succombe

METZ. — Un détenu de la maison d'arrêt de Metz est mort hier matin, au centre des grands brûlés du centre hospitalier où il avait été transporté après avoir mis le feu à sa paille deux jours avant.

Jacky CHALLAL, 36 ans, originaire de Philippeville, comptable, demeurant en dernier lieu 14, rue des Tanneurs à Aix-en-Provence, avait été arrêté en décembre 1976, par la police de Metz, pour avoir émis toute une série de chèques vides et falsifiés. Placé en détention préventive, il fut jugé par le tribunal correctionnel de Metz le 6 octobre courant et condamné à trente mois d'emprisonnement dont 15 mois avec sursis. Cette condamnation entraîna la révocation du sursis pour

une peine de six mois d'emprisonnement. Jacky Challal, qui était emprisonné depuis le 17 décembre de l'année passée aurait normalement dû être libéré en octobre 1978; c'est-à-dire qu'il lui restait plus d'un an de détention à effectuer.

Cette perspective peu réjouissante est peut-être à l'origine de l'acte qu'il devait commettre mardi soir. A la suite d'une infraction sur régime intérieur de la maison d'arrêt, Challal avait été placé au

«mitard». C'est là que mardi en fin d'après-midi, il mit le feu à sa literie. Celle-ci était composée de deux couvertures et d'un matelas mousse qui en brûlant dégagèrent une fumée épaisse et suffocante.

Les cris du détenu donnèrent l'alerte. En dépit de la rapidité d'intervention des surveillants et des sapeurs-pompiers de Metz qui le transportèrent au centre des grands brûlés, Jacky Challal fut atteint de brûlures au 2° et 3° degrés sur une partie importante

du haut du corps. A ces brûlures s'ajoutent vraisemblablement des lésions pulmonaires dues à l'intoxication par la fumée. Deux jours plus tard, Challal succomba.

On pense qu'un moment de dépression est à l'origine du geste désespéré de ce détenu. Une enquête a toutefois été ouverte et une autopsie devrait avoir lieu aujourd'hui dans le cadre de l'information judiciaire ouverte par le parquet de Metz.

Voici le texte d'une des lettres, écrite au juge et confiée à ses amis; Ses revendications n'indiquent vraiment pas le tempérament suicidaire ou masochiste qu'il aurait fallu pour se brûler vif deux jours plus tard !

CHALLAL Jacky N°8715 C 49 BP 1071 - 57038 METZ.

Monsieur Liotard Juge de l'application des peines T.G.I. de Metz 57036 Metz Cédex

Monsieur,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance la prise en considération de la présente missive.

A la suite de je ne sais quelle décision administrative, il apparaît que le règlement intérieur des prisons, interdit aux surveillants de laisser les lumières allumées dans les cellules. Et ce, de 8h 30 à 17h.

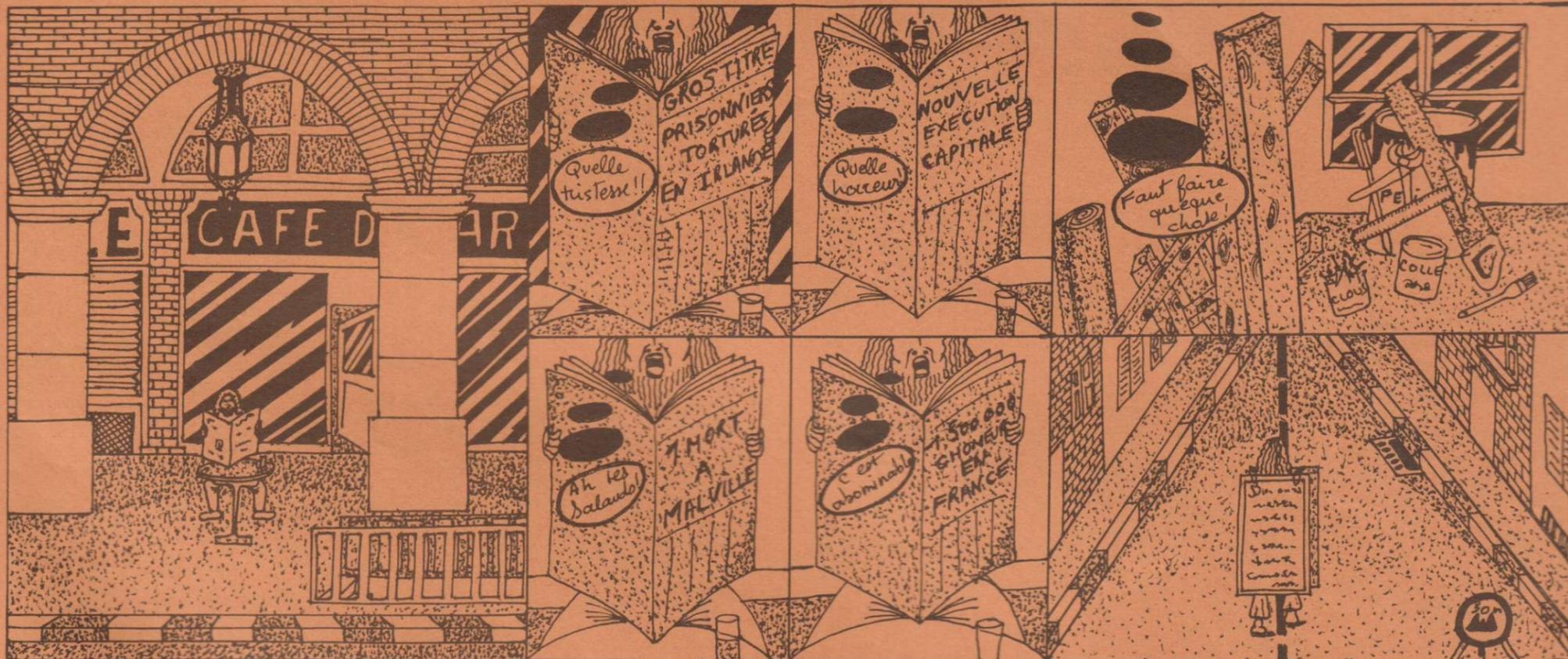
Attendu que les cellules, bien

qu'elles aient été révisées récemment, sont des plus sombres en cette période de mauvais temps, il n'est plus possible au détenu que je suis de s'adonner à la lecture ou n'importe quelle autre occupation digne d'intérêt. Cours, correspondance, et ce durant les heures ci-dessus nommées. Comme il est interdit de rester couché, il ne reste plus aux trois occupants des cellules que de se prendre la tête dans les mains et d'attendre sagement le moment où l'on daignera bien vouloir leur mettre la lumière. 17h 30 plutôt que 17h. J'ai été condamné à 25 mois de privation de liberté avec tout ce que cela implique de contrainte et brimades continues, mais je ne puis me résoudre à ce que le «règlement» interdise de mettre à profit les heures de «liberté oisive», pour

tâcher de m'instruire, sous prétexte que les lumières doivent être éteintes à heures fixes indépendamment de la lumière extérieure. A moins que mes juges m'aient condamnés à l'abrutissement à outrance en vue de ma future réinsertion sociale, je vous demande de bien vouloir faire en sorte que cette «privation de lumière» digne de l'époque du comte de Monte-Cristo, soit abolie, ne serait-ce que pour atténuer le sordide manque de confort, non superflu, qui règne à la Maison d'Arrêt de Maurice Barrès. Si ce n'est pas trop demander. Sinon, je ne doute aucunement de ma réinsertion !

Je vous prie de croire, Monsieur le Juge, en l'assurance de mon respect.

Metz le 14 Octobre 1977



L'ETAT, ce TERRORISTE SANGUINAIRE!

Nous nous sommes amusés à retourner la vapeur du discours usuel qui est fait sur le «terrorisme international», et le résultat que nous avons obtenu nous a paru beaucoup plus proche de la réalité historique.

L'individu, otage de l'état

Sans rappeler ici ce que nous avons souvent exprimé sur le terrorisme du travail, de la vie urbanisée, des rapports sociaux, de la fuite en avant dans la société de consommation nous voulons, à partir des événements du mois d'Octobre, essayer de percer à jour comment les états concernés ont utilisé un événement pour leur profit.

Au niveau des populations, et particulièrement des nations européennes, l'importance des moyens d'information (?) s'est encore une fois démontrée. A d'infimes et marginales-exceptions TOUTE la presse a pris fait et cause pour le camp étatique. C'est si facile! Comme le soulignait un journaliste, l'ensemble de l'arc-en-ciel politique, à travers ses médias, s'est employé à caresser la bête dans le sens du poil. C'est comme si une union sacrée réunissait, face à un danger commun Rouge et le Figaro, Libé et l'Aurore, le Canard et Minute etc....

C'est, une fois de plus, démontrer le rôle de la presse dans la création et le maintien de l'idéologie dominante. Même, et peut-être surtout, si des nuances apparaissent ici et là sur les arguments utilisés. Que recherchent-ils? Au-delà de la bonne conscience ou, comme le disait July en privé, d'un sentiment de responsabilité politique, qu'est-ce qui pousse les médias du système à entrer aussi unanimement dans cette symphonie d'appels au pognon?

Il semble qu'un consensus soit intervenu entre l'ensemble de la presse et les pouvoirs étatiques, consensus qui aurait pour objectif une entreprise de type psychologique visant à créer un état d'esprit dans l'opinion.

Les médias commencent d'abord par provoquer la peur généralisée, et sans retenue, afin que peu à peu s'installe le climat d'insécurité si cher à Ponia. Il devient peu à peu acquis qu'à tout moment, le citoyen moyen peut être pris en otage, dans la rue, dans une banque, ou dans un avion. De même, sans jamais l'affirmer clairement on amène les gens à admettre que les forces de l'ordre puissent, pour éviter à l'état de perdre la face, intervenir de plus en plus lourdement, et «tirer dans le tas» avec la bénédiction de l'opinion, des familles et, pourquoi pas, des otages eux mêmes *! Le vulgum pécus livré en holocauste au maintien de l'état, dans le temple d'un aéroport africain, c'est pour demain.

Ce que nous voulons surtout exprimer c'est que, au-delà de toute hypocrite considération humanitaire, ce qui importe à un état mis à l'index par une prise d'otage politique, c'est de faire une démonstration de force. Comme nos libéraux de gouvernants européens l'ont si bien dit : *on ne peut pas acquiescer au chantage, au rapport de force, sinon ce serait l'escalade.*

L'union sacrée

Ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire de Mogadiscio a eu le mérite, si c'était encore nécessaire, de mettre en lumière l'évidente solidarité des états. Au-delà des systèmes de gestion, des antagonismes nationalistes, du racisme, et de la confrontation des impérialismes, les gouvernements concernés par le détournement ont établi un bloc de solidarité d'un type nouveau. Nouveau dans son apparition à la lumière des médias mais bien connu, depuis longtemps pour nous.

Comment comprendre qu'un groupe, même poussé à bout, dans ses derniers retranchements, commette l'erreur de croire qu'un état pourra accepter de l'aider?

Et si, pour eux, ce n'était pas une erreur?

La R.A.F. et les organisations impliquées dans l'action de Mogadiscio, ont été amenés par le développement même de leur théorie à admettre, autant qu'à souhaiter, l'existence d'états, de gouvernements «révolutionnaires». Comme si ce rapprochement, pour eux n'avait rien d'incongru...

Ainsi le raisonnement qui les a amené à penser qu'ils trouveraient refuge dans les états «progressistes» du golfe perseique est dans la logique de leur idéologie.

C'était méconnaître le potentiel d'adaptation du pouvoir à des situations de crise. C'était méconnaître les liens qui se tissent par-delà les divisions politiques entre ceux qui ici et là-bas partagent le pouvoir. C'était méconnaître les rapports hiérarchiques, qui font des états du tiers-monde les éternels vassaux des pays «capitalistes».

Baader et les autres assassinés en Allemagne pour le maintien de Schmidt, ceux de Mogadiscio assassinés pour, et par le maintien des suprématies étatiques,

les conséquences de la confiance en des pays dits marxistes, sont très lourdes.

La leçon qu'on peut tirer de ces événements atroces ne doit surtout pas nous empêcher de porter soutien à la centaine de détenus «politiques» au secret en Allemagne et aux membres de la R.A.F. et d'autres groupes en cavale.

* c'est déjà le cas en Israël, souvenons-nous d'Entébé.



Bien chers Camarades de
Gôches et d'ailleurs

Libérez les prisonniers d'aujourd'hui
et ceux de demain.

Supprimez la peine de mort et
qu'ils puissent jouir de la peine à vie.

Faites que le nucléaire ne se
fasse pas.

Faites que je ne perde pas mon
travail et trouvez en à ceux qui
n'en ont pas.

Bannière soit-elle*

* La société policière



Pendant que Baader s'entraînait à se tirer une balle dans la nuque, au risque de se démettre l'épaule, que de son côté Schleyer s'essayait à pénétrer dans le coffre d'une automobile et à s'y enfermer, au risque de se coincer les doigts; Paul VI songeait à s'offrir une fin à la fois digne des premiers chrétiens et tout à la fois d'avant-garde: il envisageait ni plus ni moins que d'être le premier Pape victime des Pirates de l'Air.

A peine eut-il annoncé son désir de prendre la place des otages, que les cardinaux s'offraient à la place de leur patron, les évêques prenaient le relais suivis des curés des villes et des champs, des diacres, sous-diacres, enfants de chœur et sacristains

Quand on en arriva à la masse des fidèles on se dit que les 87 otages en titre faisaient aussi bien l'affaire, même s'ils comptaient dans leurs rangs quelques huguenots et d'inévitables suppôts de Satan.

Alors Polo c'est raté va falloir crever dans ton pieux d'un bon vieux cancer ou d'un arrêt du coeur! comme n'importe qui.

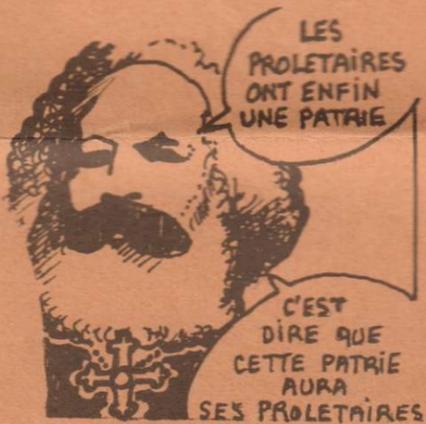
RÉFORMISME EN LANGUE D'OC

Il y avait une fois un petit boutiquier professionnellement visqueux, faisant le pied de grue devant sa vitrine pour recoller le client et lui coller sa merde d'autant plus désirable qu'inutile,

il y avait le flic qui vous collait un P.V. ou vous arrêtait avec un bon accent rocailleux, la patron d'entreprise qui comptait et recomptait son bénéfice mensuel avec la voix d'une poissonnière de Marseille,

le mec qui crevait dans les métropoles colonisées par le fric, et celui qui laissait sa main dans la machine-broyeuse en criant « *Boun Diou* ».

Il y avait le bureaucrate qui portant le deuil de sa dissolution, et délaissant les habits neufs du président Mao, prenait la défroque de Marcellin Albert et se baptisait occitan. Boutiquier occitan, flic, bourgeois occitan, crevé occitan, ô peuple occitan! Manquait la culture occitane, et si on pouvait la rechopper dans Nelly en tentant de transmuter en progressisme la frustante et misérable mystique catharre, manquait un peu de modernité.



Cette modernité, il suffisait de la décalquer, il suffisait de faire un duplicata du modernisme capitaliste alors dans le vent d'autan, mais de le traduire. L'arène électorale qui était malheureuse aux mouches à bouze du P.C.F., c'était peut-être une affaire qui allait marcher si on se trouvait une originalité, un terroir pourquoi pas? Les prolos ne suivaient pas très bien, mais le Peupel occitan? Suffisait peut-être de lui parler une sorte de patois social, de lui expliquer que ses luttes c'étaient plus des luttes qui devaient se retourner contre les capitalistes, contre la colonisation du capital, mais contre «les Français». Le bourgeois français, le vacancier français l'ouvrier français, le Peuple français, quoi! Maintenant fallait plus déconner: le prolétaire avait enfin une patrie. Après «classe contre classe», «peuple contre peuple!»

Cette modernité qui s'appelait aussi gestion ouvrière du capital («capitalisme collectif», comme disait Engels, l'allemand) et qu'on nommait «autogestion», on pouvait la coller au nom «occitanie», ça marcherait sans doute. On pouvait aussi redorer le blason de la bonne vieille idéologie réactionnaire du travail, syndicats en proue, qui en dialecte local se dit « *Volem viure, trabalhar al país* ». Un, deux, trois Fos, un, deux, trois Pechiney! Mais avec des patrons garantis du cru (la carte d'identité occitane, comme celle des corses, en faisant foi). Une monnaie occitane? Faudra voir. Un capital occitan? Ça serait un peu difficile. Mais on dit que Rotshild s'est fait naturaliser.



Tout ça en chansons, grâce à Marty, ça fait joli.

Suffit de quelques soirées pour apprendre par cœur un peu de vocabulaire et quelques formules au lieu de lire les nouveaux philosophes et on peut ainsi causer au charbonnier du coin. Et si on avait déjà du goût pour la social-démocratie médiocre, on a même des trucs occitans correspondants. On dit même que Llante est en train de fonder un P.C.O. (on dit, on dit, mais vous savez c'est comme Rotshild, ce n'est pas encore officiel.)

Mais, *Moun Diou*, un peu d'archaïsme est bien venu pour donner cette âme qui fait défaut à l'Occident désabusé sur ses valeurs, pour donner un visage humain à son réformisme-désespoir.



Déjà pour les rues, les mêmes rues, les mêmes noms sordides s'interchangent. Et l'on sait déjà que « *LOIS* » se dit « *LÈIS* » et « *Assistants sociales* » « *Assistants Socialas* ». C'est prévu. Pensez, des unes comme des autres on aura toujours besoin. Suffit de nationaliser, dans le bon sens du terme, occitaniser si vous préférez.

Les déracinés, les cosmopolites infâmes qui crachent sur toutes les gueules de nationalistes, et que nous sommes, ouvrent un concours à ces nouveaux prétendants au trône: il manque encore *USINE, BAHUT, TAULE, HOPITAL PSYCHIATRIQUE, CREDIT MUNICIPAL*, à renommer. Et puisque le Mistral s'appelle déjà le Mistral, pensez à Concorde.



VALEUREUX PATRIOTE VALEUREUX PATRIOTE VALEUREUX PATRIOTE



VALEUREUX PATRIOTE VALEUREUX PATRIOTE VALEUREUX PATRIOTE



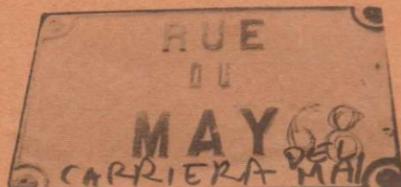
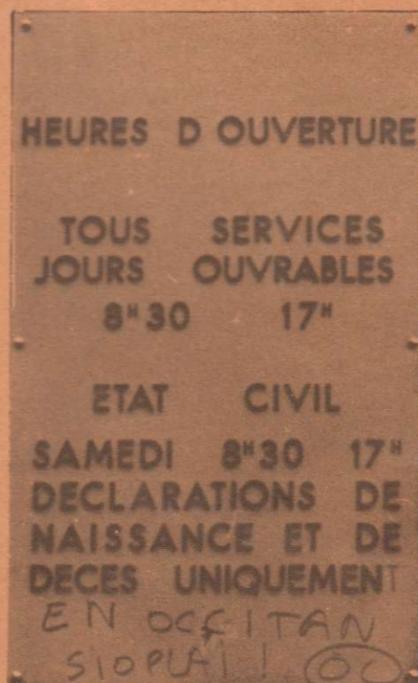
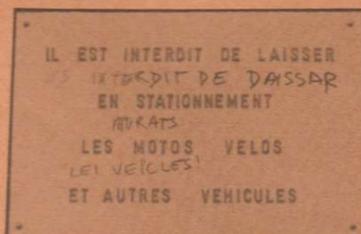
VALEUREUX PATRIOTE VALEUREUX PATRIOTE

VIEUX CON, COCARDIER, CHAUVIN, XENOPHOBES ET PRÉSUMÉ FACHO

TIRÉ DU JOURNAL BASQUE "SERVKA"

Dans le coin on a de bons organisateurs, même s'ils sont manchots, pensez à votre hymne national. Et à votre drapeau.

Quant aux paras ils sont sur place... et ce sera facile, puisque pour eux rien ne ressemble plus à un chef qu'un autre chef, pourvu qu'il commande. C'est le seul point sur lequel on soit d'accord avec eux. « *Oune Deusse* » « *Oune Deusse* »



(AVIS) La diffusion de BASTA est généralement assurée par des lecteurs. En plus à PARIS, PERPIGNAN, TOULOUSE il y a (ou a eu) une page locale introduite, intercalée lors de la diffusion. Cette page, si elle ouvre naturellement un rapport mais parfois (discussion) est assurée par les copains (copines) du coin, qui se la concourent et font la maquette.

Correspondance: BASTA BP 105 -

31013 Toulouse Cédex

Commission Paritaire n° 58018

Abonnement: 10 n° = 15F

imp. 34 rue des Blanchers

ccp: 3 394 34 S Toulouse

Directeur de Publication

CHRISTIAN MARTI

LE DROIT AU DOUTE OU L'UTOPIE DE L'UTOPIE

Aujourd'hui, les journées libertaires de Barcelone font déjà partie de l'histoire; comme le fait que l'on disait dans Barcelone un mois avant la célébration de ces journées qu'un groupe d'individus voulait faire quelque chose de spectaculaire. La C.N.T. qui ne se mouilla pas au début, attendit d'être sûre que cela ne tournerait pas mal pour les prendre en charge et se prêter à l'organisation des réjouissances; bien entendu quand nous parlons de «C.N.T.», il est clair que nous parlons de l'Officielle pour l'appeler ainsi ou si vous voulez des organes confédéraux et des chefs de file; enfin, ceux qui sont pour l'Organisation.

Les journées furent annoncées à cors et à cris et, un syndicat qui ne se fatigue jamais de dire qu'il n'accepte ni personnalités ni leaders annonce les journées par une affiche programme dans laquelle la moitié de la surface est occupée par les noms et prénoms de célébrités du cinéma, de la plume, de contre-culture, etc... Il y avait certainement une raison pour cela, même si l'on savait à l'avance que beaucoup ne viendraient pas; certains pour la simple raison qu'on ne les avait pas contactés. C'est ainsi que les choses marchent par ici.

Cela fait déjà quelques temps qu'il se passe de drôles de choses dans ce coin où nous vivons : Cataluna. Nous ne savons pas ce qu'il en est dans le reste du pays, mais par les copains qui passent, venant d'autres régions, il nous semble qu'il en est de même ailleurs; d'une façon périodique se célèbrent tranquillement et avec une constance qui déjà est douteuse, des festivals et des meetings-récital avec des constantes très prononcées :

- les musiciens sont presque toujours les mêmes et le type de musique aussi; elle évolue du plus pur folk jusqu'aux positions contre culturelles et marginales.

- le public qui accourt écouter et participer à ce genre de musique, socialement nous pourrions dire que c'est le même partout; de populaire elle est déjà devenue classique la phrase : « nous sommes toujours les mêmes ».

La limite bien marquée des lieux où se déroulent ces concentrations est une autre constante: faite par des barrières de bois ou de fil de fer barbelé, pour que tout le monde passe par l'entrée et soit bien contrôlé; barrières qui leur donnent un air de fête en « conserve » ou de camp d'internement dans lequel tout est permis et où, au-delà de la limite la même chose est interdite.

S'il n'y avait pas eu cette partie festivalique malgré tout, ce qu'il y aurait eu et même la moitié aurait été plus pénible et certainement pas plus glorieux. Et cependant la C.N.T. ne nie pas « que pour une meilleure prise en main de la classe ouvrière il est nécessaire de se détacher d'une série d'éléments que les ouvriers ne regardent pas d'un bon oeil ». Pourquoi d'autres syndicats, nous ne dirons pas d'autres partis, n'ont-ils pas ce problème?

C'est évident qu'aucune autre centrale syndicale ne s'en préoccupe pas beaucoup, de par la centralisation de leurs objectifs à ce qui est purement ouvrier et revendicatif, comme il est évident que pour n'importe laquelle de ces centrales, si elle organisait des festivals cela amèterait une grande masse de gens.

La C.N.T. a un problème : où elle est chaque fois plus « ouvrière » et il y aura plus de « prolétaires » à l'intérieur, mais toute sa force marginale se détachera graduellement, ou bien le contraire et à ce moment-là les ouvriers ne seront pas quantifiés, mais peut-être que la « qualité » sera meilleure. La C.N.T. n'a pas d'autres solutions à long terme que de résoudre ce problème : où elle devient plus anarchiste ou alors plus syndicaliste. L'enjeu est entre les mains de ceux d'en haut comme de ceux de la base; car si ceux d'en haut sont loin d'être tous bien, il en est de même pour ceux de la base.

Et c'est bien parce qu'elle se trouve dans ce croisement que la C.N.T. doit proposer des alternatives aux uns comme aux autres. Ainsi comme la partie festival satisfait une partie des gens qui se retrouvaient à part et ne posaient pas de problèmes, il y avait d'autres activités pour d'autres types de personnes qui voulaient profiter du temps : débats, théâtre, cinéma. Les « Célébrités » n'étant pas là la chose fut plus modeste et plus normale bien que très peu lucide. Nous croyons que les débats ne sont pas allés bien loin, les interventions étant très peu claires et de peu de contenu, se limitant à répéter ce qui a déjà été dit ou écrit des milliers de fois.

Et si quelqu'un par malheur sortait du chemin pur et droit il était étouffé par une masse avide d'entendre la même chose que chaque fois. Dans le débat sur « Valorizaci - de la practica libertaria en 1936 » ce ne fut que répéter la très grande importance qu'eût la C.N.T. et la plus grande importance qu'elle va avoir maintenant. Personne ne parle là de la période obscure et trouble qui va de 36 à maintenant.

Dans le débat « Marxismo y anarchismo » nous pouvons faire constater une seule chose qui parle par elle-même; c'est qu'il n'y eût pas un seul marxiste reconnu qui y participât. On aurait mieux fait de l'appeler « Anarchisme orthodoxe et Anarchisme hétérodoxe », et attention à celui qui pouvait douter!

D'un autre côté dans un débat sur le féminisme, au début, quelques « féministes » se levèrent pour dire que les hommes sortent de la salle... Les hommes, en phallos qu'ils sont, rirent à gorge déployée et il a bien fallu faire le débat avec des hommes.

Quelqu'un dit que l'utopie est la réalité de demain. Comme quelqu'un dit que les moyens et la fin ne peuvent pas être séparés. Cela est bien clair pour les moyens anarchistes d'ici, enfin, en paroles pour le moins. Nous avons bien vu comment, à mesure que se légalisaient les groupes et les partis il y avait toujours un facteur qui était une condition première de leur légalisation; chaque légalisé devait se responsabiliser de l'ordre interne de sa propre organisation, condition que tous s'empressent d'accomplir avec une précipitation et une efficacité qui doit ébahir ceux de la Police. Peut-être que nous avons tous un esprit de flic et que ceux qui ont l'occasion en profitent tout de suite. Ou peut-être que pour avoir une quelconque pratique révolutionnaire il faut commencer par former et dresser un service d'ordre.

On peut comprendre que tous les partis en aient un, mais ceux qui se disent anarchistes ! ! Service d'ordre, regardez-le comme on regarde un service policier... et quel est l'anarchiste qui peut justifier un service policier? Il y en a, il y en a... quelques individus qui étaient du Service d'ordre dans ces journées le défendaient en disant qu'il y a beaucoup de fascistes et de provocateurs entre autres choses; pour d'autres la raison qu'ils donnaient c'est qu'il existe des contre-révolutionnaires ou des terroristes...

On aurait pu comprendre la nécessité d'un service d'ordre ou plutôt de coordination pour informer sur les différentes activités qui avaient lieu en même temps, informer tous ceux qui étant de l'extérieur se perdaient ou ne savaient pas où ils devaient aller et on pourrait trouver d'autres tas de raisons, mais de cette pratique, il y eut très peu. La fonction du service d'ordre doit être une fonction de tous les intéressés et les impliqués et s'il n'y a ni les uns ni les autres pour qui un service d'ordre? On justifie de la même façon la dictature du prolétariat, processus transif qui disparaît quand tout le monde se sent impliqué et intéressé, disent-ils.

« Quelle est l'Utopie qui se retourne contre nous? Pour le moment on dirait que ce sont les deux. Il nous faudra les combattre comme l'on pourra.

au sujet de Jacques Robert...

Au sujet de Jacques Robert : une note crapuleuse, une note comique et un accord inquiétant.

UNE NOTE CRAPULEUSE

Il ne m'appartient pas de juger (et ce «droit» je le récusé à d'autres) de l'acte de Jacques Robert, je ne sais pas ce qu'il voulait dire dans son communiqué, je ne sais pas non plus ce qui l'avait poussé à bout, au point que pour se faire entendre il pense détourner un avion.

Je sais seulement combien, d'un certain côté de cette barrière qui oppose ceux qui ont le pouvoir, et ceux qui n'en ont pas, il est difficile de se faire entendre. On ne prête qu'aux riches, et on ne donne la parole qu'à ceux qui l'ont déjà, en fonction de leur renommée, de leur situation. Alors, pour les autres, il faut prendre cette parole, comme Jacques Robert l'avait déjà fait sur R.T.L. Si l'on se place sur le terrain où se cherche le bien ou le mal fondé de l'intervention des forces de police, on peut constater que lors du détournement de l'émission «Les routiers sont sympa» Jacques Robert avait pu passer son communiqué, et puis il s'était rendu. Ce qu'omet de dire la presse, et que la police savait, c'est que pour toute arme J. Robert avait :

un pistolet dont la seule balle avait été tirée dans le plafond
une grenade... qui n'était qu'un briquet.

Cela la police le savait. Elle savait fort bien que le passage sur les ondes du message réglerait le problème de la vie des otages, puisque c'est cela qui, officiellement, était la préoccupation de nos «sauveteurs». Pour cela aussi le bon con de Max Meunier s'est fait manipuler. J'ai aussi connu J. Robert en 1974, à la Santé, et je sais que ce n'était pas le type à défouailler sur la foule. Mais voilà : la préoccupation officieuse, était de faire une démonstration de force, de redorer le blason des assassins légaux, d'opposer la volonté de la parole officielle à celle de la parole incontrôlée. Cinq minutes d'antennes ça vaut bien du sang si c'est cinq minutes arrachées au discours étatique!

La presse, ce chien qui aboie doucement dès que l'étranger rentre dans la maison du maître, la presse donc préfère crier au fou dangereux et sanguinaire, non seulement pour couvrir les gorilles de Leclerc, mais aussi pour laisser la parole aux réformateurs de l'asile psychiatrique (on va y revenir) Pour dire clairement les choses, J. Robert en 1974, pensait que la Bastille était à reprendre. Il pensait que les gens communs étaient dépossédés «par les princes de ce monde», il ne supportait pas les faux discours des politiciens et des mass-médias. Aux fenêtres grillagées de la Santé, alors que la révolte éclatait dans les prisons et que les journalistes juchés sur les toits des immeubles avoisinants prenaient de «bons clichés», il avait mis un panneau qui disait à peu près : « nous ne sommes pas des clowns, mais des moutons enragés ». Sa folie c'est ça, ce qui dérange, c'est qu'elle peut en interpeller certains.

UNE NOTE COMIQUE

...c'est que pour une fois, du côté de l'évènement, il y avait un homme de pouvoir (Neuwirth député RPR), un de ces hommes formés à trancher la question sans hésitation au nom de l'ordre, à discourir sans faiblesse, confortablement calé dans le fauteuil d'un ministère. Du côté de l'évènement : il se trouvait dans le lot de passagers retenus par Jacques Robert. Là il risquait, théoriquement, sa peau. A-t-il tenu le coup seulement, hurlé « tuez-moi pourvu que l'Ordre triomphe »? Que non! Il n'était pas dans la même position que Christian Bonnet. Sa conviction d'homme de pouvoir s'écoula goutte à goutte dans son pantalon, il pissait dans ses frocs et devenait un peu plus réfléchi, un peu moins intransi-

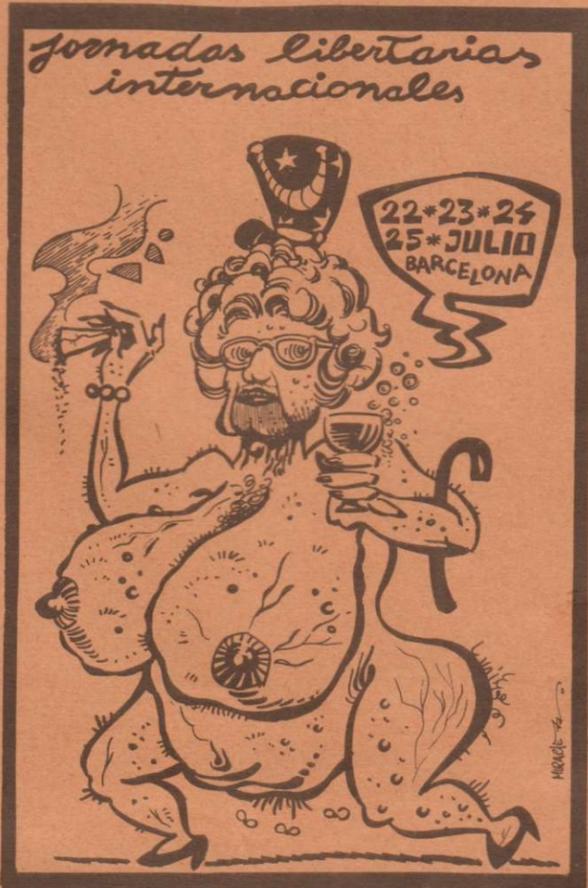
geant. Ce n'était pas de la peau des autres, mais de la sienne qu'il était question.*

UN ACCORD INQUIETANT

Accord inquiétant, c'est le discours de Bonnet dont la presse se fit un large écho (et là, pas besoin de menacer), le projet de créer des établissements à la fois prison, à la fois hôpital psychiatrique. Jusqu'à présent le pouvoir ne pouvait pas moduler les termes de la responsabilité et de l'irresponsabilité (définies par lui) et soit condamnait à une peine, soit envoyait le «malade» aux bons soins des psychiatres. Désormais le déviant pourrait être moitié responsable donc condamné, moitié irresponsable, donc «soigné». Sur lui pèseraient deux épées de Damoclès : celle de la justice et celle de la camisole. Ainsi le pouvoir qui pouvait éprouver des difficultés à évacuer les problèmes vers le domaine de la folie, car il fallait que «d'irresponsabilité» fût complète, ce qui n'était pas toujours plausible, pourra jouer plus facilement cette carte. Par ailleurs l'officialisation de l'identité justice psychiatrique déchire en mille morceaux l'illusion de ceux qui pensaient pouvoir éviter la balance en se réfugiant dans le giron des blouses blanches : cette fois ils écopèrent des deux.

Ainsi revient à la une ce que nous avons longuement dit : l'extension de la répression internationale qui tend à faire de la déviance ou de l'opposition non une manifestation implicitement politique, mais soit criminelle soit psychiatrique, est inscrite dans l'évolution des sociétés capitalistes. C'est cela dont le projet actuellement en débat est porteur. La «criminalisation» de la vie politique dont on a pu souvent parler ici contient un deuxième terme : celui de la «psychiatisation» (on en a parlé pour la réforme militaire). Et le cas de Jacques Robert n'aura été qu'un prétexte.

Nous avons exposé dans le précédent numéro de Basta les raisons de nos réticences au pèlerinage espagnol. Nous traduisons aussi bien que possible un texte qui nous a été envoyé par des camarades espagnols et dont l'intérêt est de rendre compte d'un autre sentiment vis à vis des « Journées Libertaires » que l'apologie sans critique étalée dans les colonnes de la presse «orthodoxe» (de Libération aux opuscules libertaires). Que dans le tourbillon espagnol actuel, où en même temps que des possibles émergent la somme de toutes les mystifications démocratiques, des groupes soient critiques vis à vis des grandes foires racoleuses nous paraît intéressant...





Le coin des pédagogues



"pops"

On se défie des pédagogues.
On se défie de ces adultes qui se sont trouvés une mission en autrui, qui disent se préoccuper de la libération des enfants et des jeunes alors qu'il n'est pas évident qu'ils se soient préoccupés de la leur.

Ça donne une sorte de curé pétri de mauvaise conscience, et on est fondé à douter que les gosses puissent trouver un quelconque épanouissement en leur présence.

On se défie d'un certain racolage, d'une certaine séduction vis à vis de l'«éduqué». Devant l'inadéquation de l'école magistrale, laïque et obligatoire on replâtre, on autogestionne, on anime, on démocratise mais on garde le tout : la différenciation entre bon et mauvais sujet, l'accumulation d'un Savoir coupé de la pratique, la finalité de la «vieux» école (puisque'il y a la «moderne») : concurrence, compétitivité, réussite, et norme productive sanctionnée par l'examen.

Interrogation et recherche gratuite, jouissance, corps, sexualité de l'enfant : c'est une pratique anti-scolaire.

Comment l'enfant peut-il vivre, être libre, s'épanouir s'il n'est pas en contact avec le milieu de la vie, en contact avec des gens libres, eux-mêmes épanouis? Le problème de l'acquisition de connaissances est désormais lié à celui de la libération des adultes, parents profs, éducateurs qui jouent si souvent au flic... Qu'ils s'en préoccupent d'abord!

Les pédagogues analysent-ils seulement leur fonction de capitalistes et normalisateurs du Savoir?

Ne se satisfont-ils pas d'un engagement, d'une PROFESSION qui leur assure logis, couvert et dont l'enfant -casé autoritairement entre leurs bras et soumis à leur responsabilité douteuse- fait les frais?

Nous sommes de ceux qui pensent que le début de l'activité critique et consciente des enfants, ce sont les professeurs, les parents et l'école qui doivent la subir de plein fouet. (Qu'en termes choisis cela est dit!)

La survie de leurs centres d'initiation à la vie d'esclave-actif, on s'en branle. La vie des enfants n'est pas dans les casernes d'enfants où se PRODUIT un savoir sans choix, comme la vie des adultes n'est pas dans les lieux clés où en échange d'un salaire se PRODUIT le capital.

Voilà pourquoi nous ne pensons pas avoir à reproduire des PUBLICITES d'école «modernes» qui nous sont envoyées. Par contre nous sommes prêts à faire écho aux actes, aux réflexions des exploités de l'école-enfants et adultes- qui iraient dans le sens de leur réappropriation, donc de la critique de leur boîte de conserve!

La première question, la seule, presque, qui m'ait poursuivie, en tous cas la dernière que je me posais encore au bout des années que cela a duré, c'est **pourquoi?**

...Si je voulais vivre, je devais manger, boire dormir et faire de nombreuses choses de ce genre,

Si je voulais rigoler, m'amuser, il me fallait inventer, connaître les choses, et aussi trouver quelques amis...

Ils pouvaient venir, comme ça peut-être, au fil des jours; ou bien je les chercherais par là... le voisin, la cousine on verrait venir... et en attendant, avec le chien et le chat, on se débrouillerait?..

Et petit à petit je découvrirais ce qui m'entoure, apprenant et tâchant de comprendre ce qui me paraissait nécessaire ou désirable...

Mais **Pourquoi, pourquoi, pourquoi?**

Est-ce que j'allais mourir sans cela? est-ce que je ne pourrais pas rire, chanter ou courir par exemple?

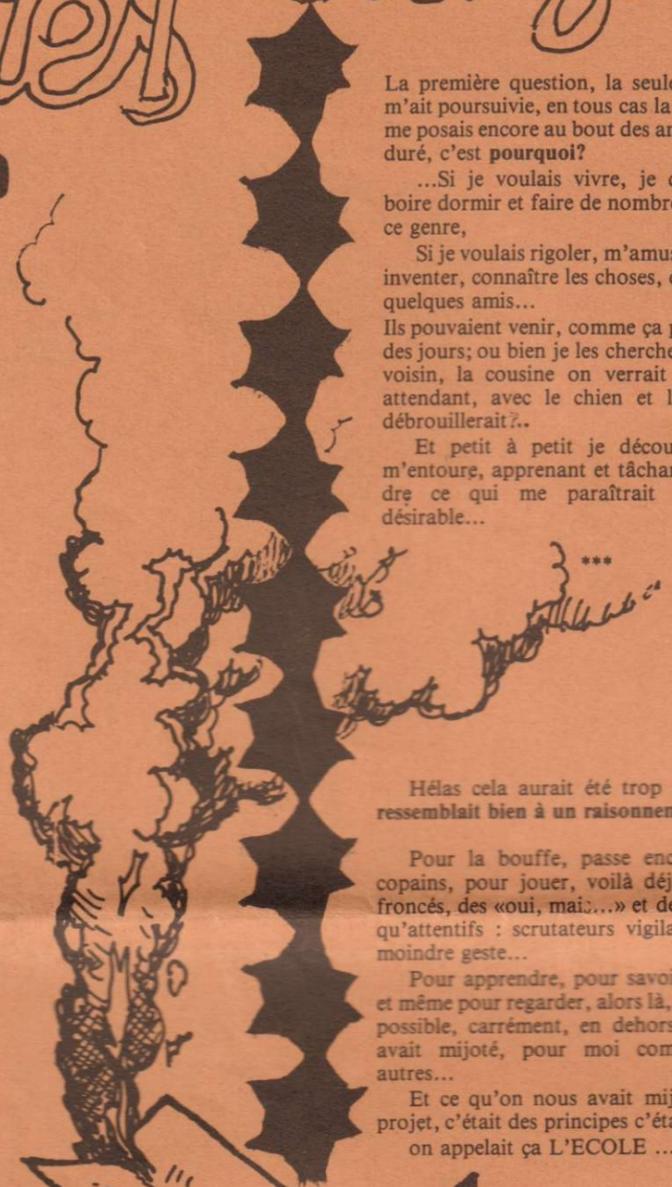
Est-ce que je ne comprendrais rien à la vie, aux autres, est-ce que je ne saurais rien faire?

Pourquoi fallait-il donc que tout soit déjà prévu?

anciens-modernes, voulant aller plus loin problème du but à atteindre, ce qui est comme conception!)

Qui doit atteindre doit obtenir?

Le litige : «Quoi que ce soit, même dans tous les cas c'e



Hélas cela aurait été trop simple et cela ressemblait bien à un raisonnement d'enfant!

Pour la bouffe, passe encore; pour les copains, pour jouer, voilà déjà des sourcils froncés, des «oui, mais...» et des regards plus qu'attentifs : scrutateurs vigilants, épiant le moindre geste...

Pour apprendre, pour savoir, pour parler et même pour regarder, alors là, ce n'était plus possible, carrément, en dehors de ce qu'on avait mijoté, pour moi comme pour les autres...

Et ce qu'on nous avait mijoté c'était un projet, c'était des principes c'était l'institution on appelait ça L'ECOLE ...

Ce beau programme ne me disait rien qui vaille, mais il m'avait été présenté comme si attirant, si nécessaire, si inéluctable que le grand pourquoi restait malgré tout sommeillant sous un épais brouillard de joies et de soucis quotidiens...

Ensuite, tous les pourquoi de parcours, pourquoi apprendre ceci et pas cela, à quoi ça sert; pourquoi se mettre en rang, pourquoi la maîtresse commande, pourquoi les devoirs, les leçons, les punitions, les horaires, le travail, l'ordre et la discipline, etc... tous ces petits pourquoi-là étaient les enfants du premier, et n'auraient de véritable réponse que par la réponse à celui-ci.

Nous n'avons question se poser, ce poser: C'est leur os savent le défendre chacun à sa façon qu'il faut faire et cor que le sujet devienne

Ainsi je ne crois caserne dans la forr projets d'éducation préoccupe pas de gratuite, d'épanouissant et d'un cert différentes des im officielle.

Depuis que je ne suis plus à l'école (et il y a quelques lunes) j'ai entendu beaucoup de ces petits pourquoi, et beaucoup de réponses.

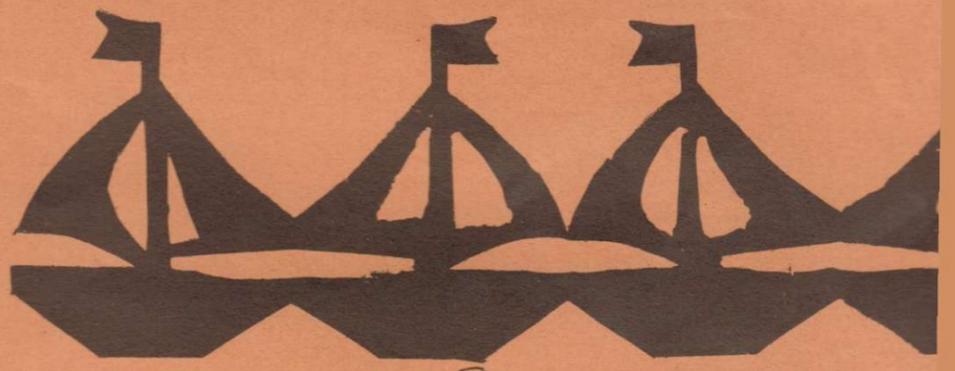
Beaucoup de discours et de disputes sur tout cela : les devoirs, les leçons les punitions le travail l'ordre et la discipline! beaucoup de controverses sur les méthodes.

Nous avons même entendu parler de finalité : controverses sur les méthodes,

mais je sais d'ab c'est un projet d'ad un projet plein de que l'on fait ensuite ceux à qui on les des

je sais aussi qu' processus on se po d'enseignement, de existante, des heurts peut provoquer, de l'équilibre à faire classiques à acquéri déjà faussés, car po: «responsables» doi

autodiscipline à l'école



«Ecole Nouvelle», «Crèche sauvage», «Pédagogie Freinet», «Education non répressive» autant d'expressions employées fréquemment pour désigner un «essai» d'Education autre, que celle qui est prônée dans l'Education Nationale.

De la même manière que dans un certain milieu (gauche libérale) il n'est pas de bon ton d'être du côté des patrons, il apparaît rétrograde et dépassé d'être partisan d'une éducation rigide et de l'enseignement classique.

Finies (en principe) les punitions; on ne gronde pas, on explique; les classes CM1, CE2 ... sont remplacées par rose, vert ou bleu mais ça change quoi? Les classes existent quand même avec leur programme plus ou moins chargé et les élèves

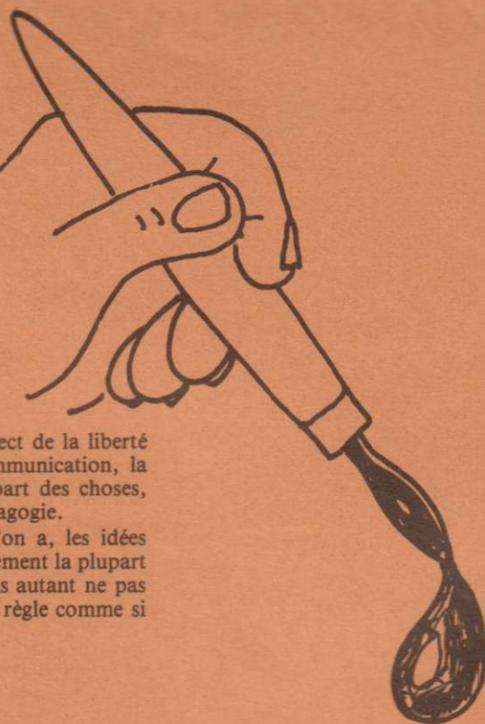
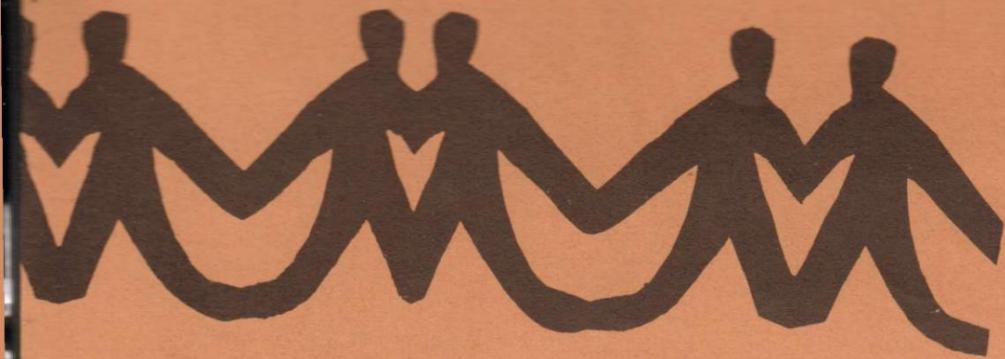
réparties suivant le niveau qu'on leur estime (comme dans n'importe quelle école!). Les matières dites importantes (math, français) sont imposées parce que considérées comme indispensables et le diplôme ou du moins la bonne situation est visée au bout du rouleau. Comme remise en question, c'est un peu faible!

Le but des parents (car ce sont bien des parents) est d'élever leurs enfants dans des conditions moins répressives, mais sans vouloir le reconnaître bien souvent, d'en faire des enfants selon une idée préconçue c'est à dire qui pour l'extérieur apparaissent libres, et surtout brillants par leurs réparties, leur «spontanéité». La petite fille d'avant qui allait devenir une épouse fidèle et soumise, devient une fillette plus délurée (peut-être plus vivante et c'est pas



sûr) à la mieu rem caus on e d'êtr Aux «me opp enfa subi imp com fami fin imp l'att viva leur

auto coup de pied au cul



toritaires-libéraux, et voilà que l'on arrive au résultat à encore plus rassurant

n but? Qu'est-ce qu'on

voulez-vous faire des esclaves? des bons consommateurs? ... Ou des individus mes critiques!...» reste l'essentiel,

«faire quelque chose serait? et de quel droit? leur bonheur, puisque le but avancé.

encore entendu cette ne faut surtout pas la on leur prendrait, et ils ceux qui ont décidé, qui est bon et bien, ce ent il faut le faire pour conforme à leur idée.

as que toute école soit ni que dans les divers marginale on ne se xualité, de recherche nent de l'individu en nombre de choses ratifs de la scolarité

l que dans tous les cas, aussi sincère soit-il, cipes pédagogiques, et ller avec les désirs de

fois embarqué dans ce es problèmes concrets calage avec la société des handicaps que cela mes de critiques, et de ec les connaissances ces problèmes là sont dans un contexte où des les résoudre - cela ne

peut se terminer que par les concessions, l'école parallèle, l'école un peu moins parallèle mais un peu moderne quand même, l'école intégrée l'école tout court, en fin de compte.

Et cela parce qu'on est entré dans le jeu dès l'instant où l'on a nourri l'idée qu'il existait une bonne éducation, et qu'on allait la trouver... (soit en imitant celle que l'on a reçue, soit en prenant le contre-pied)...

Constatons que la pédagogie existe comme existe la morale

qu'elle est donc comme la morale contraignante parce que préétablie, - que l'école est une institution comme l'armée en est une, ou la prison, ou l'usine. qu'elle est obligatoire.

Nous n'aurions pas l'idée de faire des armées libres? des soldats épanouis? autonomes?

L'armée est obligatoire et chacun réagit en sachant s'il se soumet ou non, qu'est-ce qui est le mieux pour s'en sortir.

L'école est obligatoire, alors pourquoi ne pas la prendre comme telle et voir ce qu'on peut faire? L'école est une arme de l'ennemi; nous ne pouvons pas en faire le bonheur de ses victimes!

Il n'y a pas de bonne armée? - il n'y a pas de bonne école!

Essayer d'inventer des systèmes qui la rendront plus supportable, plus agréable c'est montrer qu'on en accepte l'idée d'abord, et c'est vouloir que cette idée soit acceptée de tous - c'est enfin servir d'avant-garde à l'institution traditionnelle qui doit s'adapter pour être plus efficace.

Les faits et gestes, les idées les attitudes et les façons de vivre de chacun ne sont jamais neutres, sur l'entourage et en particulier sur l'évolution des «petits»

Il faudrait être de mauvaise foi pour le prétendre et d'ailleurs cette neutralité impossible serait de l'inexistence et ne serait pas

forcément la garantie du respect de la liberté des autres. Anti-vie, anti-communication, la neutralité, l'objectivité et la part des choses, sont les fondements de la pédagogie.

Alors les influences que l'on a, les idées que l'on transmet, involontairement la plupart du temps, autant les voir, mais autant ne pas en faire une institution ni une règle comme si cela était la vérité.

Aujourd'hui la réponse au pourquoi?, je sais que le même ne peut pas la trouver, car elle n'a rien à voir avec sa réalité, ses besoins et ses désirs,

la réponse elle est dans la volonté adulte : la volonté de «formation» au sens le plus rigide, même si la méthode en paraît douce et libérale

Aujourd'hui je ne sais pas si j'ai la bonne méthode en nourrissant un petit, si je ne l'emmerde pas si je ne suis pas autoritaire-cucul ou si je ne lui inculque pas des principes sans le vouloir mais ce dont je suis sûr c'est de la nécessité vitale de manger (ou alors qu'on me démontre le contraire, mais moi j'ai vu la chienne, la chatte, la poule et beaucoup d'autres en faire autant!!!)

Je sais qu'il doit dormir et qu'il veut jouer, remuer parler

mais je me souviens trop, pour en revenir au commencement, que (comme ses copains) il ne veut pas forcément faire tout cela avec ceux qu'il n'a pas choisis, ni dans une école avec des bancs de bois et des encrriers, et un tableau noir, ni davantage au milieu de rissettes, de l'herbe verte, et observations psychologiques de marginaux libérés.

Aucune nécessité naturelle n'impose l'éducation et c'est pour cela qu'elle nous gêne tous et c'est pour cela que tout projet d'école, même différente, est une attaque.

... Traitons donc ces projets comme des attaques...!



autogestion à l'usine

viendra une femme émancipée, de du «modernisme», de la culture, adaptée à la société mais ne aucune valeur fondamentale en es valeurs morales évoluent, et en obligé de suivre ou d'essayer (pointe).

ncipes d'autrefois «Sois sage», s mains sur la table...», on a des principes de liberté des Surtout ne jamais les contrarier, rs bruits, les contraintes qu'ils sans broncher. Et finalement, vant quand il y avait un repas de n regardait chanter l'enfant à la pas, maintenant bien souvent e de pouvoir discuter, toute est monopolisée par les enfants gressifs; on parle beaucoup de tion, de leurs problèmes; on

étudie le moindre de leurs faits et gestes et finalement ils ne sont pas plus naturels que les enfants modèles d'avant; simplement ils correspondent mieux au nouveau critère.

Au lieu d'être le premier en math, il sera le plus vif, celui qui connaît le mieux le dernier film sorti et est capable d'en parler.... Et finalement qu'est-ce que la société demande maintenant à un jeune pour en faire un cadre, un publiciste d'avant-garde ou un médecin décontracté, justement cette tournure d'esprit que favorise ces écoles.

RASSUREZ-VOUS, PARENTS DONT LES ENFANTS SONT DANS LES ECOLES MODERNES; ILS NE SERONT PAS INADAPTES !!



CHEZ LES NOUVEAUX PÉDAGOGUES: L'HABY NE FAIS PAS LE MOINE...

pour toute la vie

C'est à chaque étape de la vie et dans n'importe quelle structure que ce refrain fredonne à nos oreilles.

tout d'abord, quand l'enfant naît, dès les premiers jours, on pratique sur lui un test, qui est paraît-il pour dépister des maladies graves.

Mais, alors, pourquoi voit-on le défilé traditionnel des assistantes sociales, et les airs pinçés des infirmières, quand, une femme ne correspond pas aux critères habituels. C'est bien que l'on s'attache à l'environnement de l'enfant, à ce qu'il va devenir, comment il va t'il évoluer.

Cela, c'est l'hôpital populaire, le traditionnel, le soit-disant insignifiant. Mais, rien n'est gratuit, car un dossier peut ressortir au cours de sa vie, au moindre pépin, à la moindre «bavure».

Mais ce genre de pratique ne se limite pas seulement aux hôpitaux. Car des psychologues «d'avant-garde» qui se posaient des problèmes sur leur raison d'être, ont trouvé une nouvelle formule. Collaborant étroitement avec les écoles de la ville, ils font la chasse aux enfants «anormaux» c'est à dire aux enfants «turbulents», ou «caractériels» comme ça l'instituteur se débarrasse d'un petit objet encombrant, et perturbateur. Il y a quelques années ce petit lui posait moins de problèmes. Et cela permet aux psychologues de faire des expériences intéressantes, et d'enfermer l'enfant dans une structure bien spéciale.

A la campagne aussi cette mode aux tests aux dépistages arrive à grands pas, un peu, comme le photographe souvenir de classe, mais en moins marrant.

Dès lors il est normal que les braves institutrices de campagne se fassent des complexes et veuillent aussi singer les singes diplômés.

Tel enfant aura des problèmes, parcequ'il est perturbé par un retard le matin, tel autre parcequ'il a mal dormi, ou parce que la tête de son petit copain ou de la maîtresse ne lui revient pas. Et bien sûr au lieu de traiter des problèmes immédiats dûs à la structure d'une école, comme ailleurs d'un bureau ou d'une usine, on se met vite à l'abri, derrière des diagnostics sans appel pour le commun des mortels. Pensez donc, la psychologie, on ne plaisait pas avec ça, c'est un peu comme la rougeole ou les poux, c'est dans le bagage scolaire, au même titre que le carnet de santé il est sans doute prévu un carnet d'hygiène mentale direction les bobines de l'ordinateur safari.

Mais voilà il y a encore plus anodin que l'ordinateur safari. Des parents modernes qui trouvent des structures marginales, et qui ne veulent pas passer par des crèches traditionnelles, font des crèches parallèles. Oh! mais oui eux se gardent bien de parler de test, ou d'autre baratin de ce genre. Mais dans la pratique quotidienne, c'est un autre son de cloche, car a plusieurs reprises j'ai pu entendre: Oh! ce cher petit a fait tel ou tel geste, c'est que cela correspond à ceci ou cela à son âge c'est normal. Mais oui, bien sûr c'est «normal».

Mais, si celui là est plus sale que l'autre, ou plus emmerdant que celui là c'est qu'il a tel et tel problème. C'est leur refrain que j'ai entendu et réentendu tous les jours. Alors chers parents libéraux ne vous défendez pas de ne pas faire de psychologie car finalement c'est bien votre sauce préférée. Ne prétendez pas que c'est pour une solution de démerde, que, l'on se regroupe pour s'occuper des enfants, ou pour dépanner un copain dans la «merde», ou pour montrer que dans un quartier c'est possible, ou bien que c'est un combat par rapport à des institutions bien établies.

Non ne nous faites plus croire ce qui n'est pas, car ces enfant là on les retrouve dans les écoles parallèles. (Voir autre article).

Pirates d'aujourd'hui, corsaires de demain



de la lutte à l'institutionnalisation.

Il y a un moment où la dynamique initiale d'une lutte, réappropriation des moyens capitalisés par le système, dérape: c'est celui de l'INSTITUTIONNALISATION. Ce à quoi pousse l'état, après un stade d'ignorance, puis de répression, c'est à l'institutionnalisation. Celle-ci élimine toute la dimension qui est celle de la lutte, réintroduit une série de conventions, de normes définies par une autorité, une rentabilité, une responsabilité envers les règles juridiques, politiques de l'ETAT Capitaliste. Ainsi non seulement celui-ci atteint mieux que par la répression son objectif en vidant la forme de son contenu (par réformistes interposés), mais en plus s'enrichit considérablement.

La lutte lorsqu'elle atteint un certain stade de continuité, finit par créer une situation de fait, un nouveau rapport social, le rôle des partis responsables est d'inscrire cette situation non pas dans une reproduction, une extension de la lutte, mais dans une reproduction, une extension des structures. Leur nature de parti politique est d'être des gestionnaires. Ainsi le militant trouve une technocratie dans le lit qu'il a creusé.

Ils se sont heurtés malgré tout à un solide scepticisme. Un scepticisme qui, plus profondément encore, portait en réalité sur la capacité d'un gouvernement de gauche à s'engager vraiment dans un processus de transformation des structures sociales. Cette attitude a été relevée par de nombreux orateurs. Peu de gens, semble-t-il, imaginent que la gauche puisse ne pas se trahir dès lors qu'elle prend en charge le gouvernement. Une conception qui, implicitement, la condamne à un statut minoritaire.

M. Jean-Pierre Dupuy, membre des Amis de la Terre, qui travaille avec M. Ivan Illich, a dénoncé la politique institutionnelle comme un frein à la capacité des petits groupes de changer le monde qui les entoure. Selon lui, les hommes politiques s'efforcent, pour asseoir leur légitimité, de parler des problèmes de gestion, mais ils restent frustrés face aux militants qui, eux agissent concrètement. Les partis ne veulent pas déstabiliser les grands systèmes économiques et sociaux, mais souhaitent les utiliser, alors que les petits groupes tentent, eux, de faire vaciller l'organisation sociale actuelle.

M.M Chapuis, le Garrec, Guidoni, Pierre, ont notamment insisté sur ce point. «Seules les institutions, a par exemple expliqué M. Chapuis, peuvent dépasser le stade de l'expérience en permettant de faire quelque chose de reproductif.»

Un manque de défiance vis à vis de ce qui est légalisé, ou légalisable favorise grandement ce réformisme, on voit même des gens tendre les bâtons qui serviraient à les battre.

L'exemple des radios pirates

Aujourd'hui des groupes émettent de façon pirate sur les ondes, et ceci a une certaine valeur dans la mesure où est contesté le monopole étatique et de télédiffusion de France (TDF) qui est son flic (c'est TDF qui piste et brouille). Parcequ'aussi, qu'elle que soit le manque de clarté du contenu, le cocktail d'un peu tout ce qu'on y entend. De fait la parole critique se réapproprie (tant que les partis n'ont pas mis le grappin dessus) une partie des ondes au détriment de la parole conformiste des professionnels. Ce «mouvement des ondes» suit celui qui a vu l'apparition d'une foison de petits journaux locaux un peu partout ces dernières années, et qui ouvrent une possibilité d'expression face au monopole des quotidiens régionaux (La Criée, l'Energumène, Le Casse-noix, Le Petit Journal etc...)

Ceci est la situation actuelle, et deux possibilités se font jour qu'il faut citer clairement: soit elles se développent dans le sens de la lutte, c'est à dire de la reprise accrue d'un pouvoir par les prolétaires sur leur vie, soit elle s'institutionnalise, se légalise et on tombe en plein dans l'analyse faite plus haut: on met des conditions d'émission, de contenu, de responsabilité et on se trouve face à des mini-RTL de gauche, des Ménie Grégoire ou des Anne Gaillard progressistes (l'évolution du rapport de force entre autonomes et arrivistes après Malville et dans la perspective des législatives rejaillira sur cette évolution).

Le désarmement

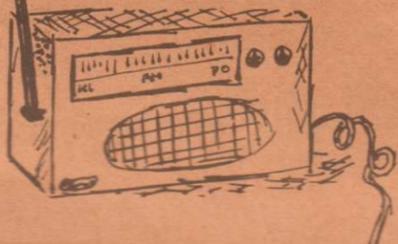
Ce n'est pas pour rien qu'actuellement des démarches diverses vont dans ce sens: aussi bien le projet «giscardien» de Radio Fil Bleu (Montpellier) «Beau Délire» et de «Campus» prouve réglementer rigoureusement les conditions d'émission, que celui du PS et de son rapporteur François Régis-Bastide («seules les institutions...»), ou même celui de l'ALO (Association pour la Liberté des Ondes).

Dans les trois cas on préfère la reconnaissance institutionnelle et son mécanisme de frein, à la dynamique de la lutte, quel qu'en soit le support. Dans les trois cas on demande une législation (légalise-t-on la lutte ?), argumentant juridiquement à partir de dérogations existantes actuellement, comme Radio Monte Carlo.

Pour le premier cas (Radio Fil Bleu etc...) on a une proposition répressive de fait (association loi 1901, casier judiciaire vierge du responsable, fréquence d'utilisation exigée: 1 h par jour durant les 3 premiers mois, 3 h les 6 mois suivants, et 4 h après au moins pendant 10j. par mois) ce qui implique le professionnalisme. Les deuxième (P.S.) promettent une décentralisation «en cas de victoire de la gauche» et une «autonomie» imprécise dont la tutelle demeure floue, mais dont on sait qu'elle sera réelle, ce qui veut dire de restrictions politiques (on imagine par exemple le libéralisme de Hernu en matière d'anti-militarisme!). Enfin l'ALO, avec Deleuze, Guattari, Foucault et Cie se contentent de demander la «reconnaissance» des radios libres - et on sait que les gauchistes adorent le cocufiage des «bonnes lois»: lorsque des gens s'arment, on leur demande toujours de se désarmer et de s'en remettre, avec confiance, aux pouvoirs.

Un choix

C'est pourquoi il faut s'attendre à ce que se dessinent plus vivement les tendances antagonistes qui existent dans la mouvance actuelle, l'une qui aura un moyen dont elle ne voudra pas se déposséder, moyen de lutte, de critique qui se passe de toute autorisation préfectorale, l'autre qui, professionnaliste ou attirée par le cirque politique, mais reconnue responsable, jouera le rôle de censeur à la base. (on voit bien Brice Lalonde ministre des radios vertes). Pour la première, qui seule nous intéresse, c'est maintenant que ce choix doit se faire, ce qui implique à la fois une analyse claire du processus réformiste de nos «pirates» d'aujourd'hui (et corsaires demain) et une prévision technique. Le sceau de l'Etat, on n'en a rien à foutre.



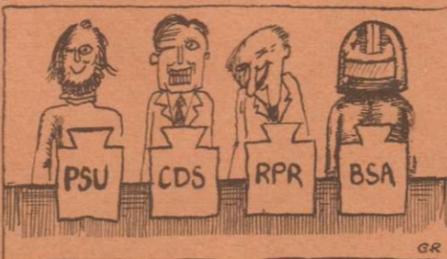
OLYMPICONS!

Il y a maintenant deux semaines, une manifestation regroupant des milliers de jeunes en moto remontait les Champs Elysées en chatouillant désagréablement les oreilles des grands et petits bourgeois du coin et de ce qui leur sert de président dans le palais d'à-côté.

La raison, réclamer un nouveau circuit moins casse-gueule que le marché à légumes et à viande de Rungis. Les motards ont fait leurs comptes: 17 morts, des centaines de blessés en cinq ans; ils veulent un circuit, un vrai, sur lequel en principe, on se tue moins et en tout cas avec plus de panache que dans les cageots de Rungis.

Le culte de la moto, la défonce à 250 à l'heure, la fureur de vivre nouveau style, c'est avant tout leur problème et un bon créneau pour les psychologues, sociologues, journalistes et autres voyeurs.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que virés tout à tour du centre ville vers la Bastille, puis exilés en banlieue à Rungis pour des raisons «d'ordre et de sécurité» on leur met de plus en plus de bâtons dans les roues pour éviter qu'ils puissent se rencontrer; car on s'emmerde tellement à Paris comme en banlieue que se retrouver quelque part à pied ou à moto ça tient de l'impossible.



Mais ce qu'il y a de plus sordide, c'est l'exploitation politicarde qui s'en est emparée dès les premiers remous. Tout d'abord les municipalités des communes autour de Rungis, bardées de tricolore, sont allées sur le terrain prononcer de grands discours sur les carences des pouvoirs publics, réclamer ce qui était promis depuis cinq ans, et promettre autre chose comme de bien entendu; les jeunes socialistes et communistes ont enfourché leurs bécanes pour faciliter le contact, et on se doute que les enfants de troupe de Chirac et Soisson se sont mis au même diapason. Aux «gros cubes» au «casque intégral» à la «sortie du virage pleins pots», se mêlaient le programme commun et la société libérale avancée; le langage académique des motards parisiens et banlieusards a dû prendre un coup. Dès lors qu'on enfourchait sa machine pour manifester, il fallait des tribuns, des orateurs, et ça n'a pas manqué.

Le pouvoir lui, se devait de répondre, et c'est le Secrétaire d'Etat aux Sports qui est monté en première ligne «La moto c'est très bien les petits, on va promouvoir ce sport, mais maintenant ça devient sérieux, il nous faut des champions; les plus sages pourront venir s'entraîner à Montléry. Pour les autres, un peu de bitume à Villacoublay ou ailleurs et du gazon pour se planter en toute sécurité (tu parles...)»

Et comme il fallait caser cette vieille ganache de Beltoise, il devient responsable technique, mettant son expérience au service des futurs champions.



Beltoise pour redorer le blason de la société libérale, la réconcilier avec les jeunes... Avec Chirac c'étaient Bécaud et Guy Druot, Avec Giscard c'est Hallyday et Beltoise. Ce dernier devenu Monsieur Sécurité; l'homme de Rio de Janeiro qui en poussant son tas de ferraille tricolore sur la piste provoqua la mort d'un autre pilote. Le héros des drugstores et du golf Drouot prenant en main les loulous motorisés, fallait y penser... C'est pas nouveau:



les jeunes qui s'ennuient
-les jeunes qu'on ne comprend pas
les jeunes qui etc ...

ça fait une société malade et le meilleur remède c'est encore le sport, la violence canalisée, la révolte anihilée, l'expression combattue par la discipline dans les clubs et les associations, c'est bon pour le pouvoir ça... On n'a pas toujours la bonne guerre ou la bonne catastrophe qui resserre les coudes sous le chiffon tricolore; et dès que les gens commencent d'une façon consciente ou non à ruer dans les brancards, on fait donner les verts, on exhume Poulidor, on lâche Spanghero, on envoie la plèbe au stade comme jadis aux jeux du cirque; non seulement ça occupe, mais en plus ça vous forge des mentalités cocardières, des «Français de bon sens» des CDR et des SAC en pagaille; l'Equipe et Moto Revue c'est souvent le complément naturel d'une charge de CRS ou d'une bavure policière. Dès que vous vous faites un peu de souci sur votre propre peau, le spectacle est là pour vous faire oublier... le sport pour vous consoler et vous défouler.

On paume sa vie dans les usines ou ailleurs, et on met ses dernières forces à poursuivre un ballon ou à gueuler «Alliez les verts!» et ça dans tous les régimes, sous toutes les latitudes, et si on y regarde de plus près ce sont les pays les plus fascistes ou les plus totalitaires qui ont les meilleures équipes, le plus grand nombre de parieurs de loto, tombolas, de Calcio qui sont l'impôt le plus efficace pour jouer les derniers remparts de la misère.

C'est pas pour rien, que les jeux Olympiques les plus grandioses, dont parlent encore les dirigeants d'aujourd'hui avec la larme à l'oeil sont ceux de Berlin en 1936, que le plus beau match de coupe du monde était URSS-Chili, que le Portugal faisait un malheur à l'époque de Salazar, que l'Allemagne de Schmidt tient le haut du pavé actuellement. C'est beau le sport, c'est l'accomplissement de l'individu, le goût de l'effort etc... ne vous gênez pas, comme le disait une bourrique en son temps: «l'important c'est de participer» A quoi? c'est pas votre problème, d'autres s'en occupent.

Alors, quand on vous invite avec insistance au Stade, à Montléry ou ailleurs, méfiez-vous c'est pas pour rien et c'est sûrement pas pour vous. Il est normal qu'après vous avoir inculqué le culte des grands sportifs, on vous mette entre leurs pattes, tant il est vrai que les meilleurs dirigeants sont ceux qui ont fait leurs preuves et par là même sont les plus aptes à tout obtenir de vous - Au nom du sport...



LE TRAVAIL... LA SECURITE... LA VIE... LA MORT... LE TRAV



Ce texte a été écrit sur le coup, après la mort de notre ami, le 27 Septembre 1971 et publié en français et en espagnol sous forme de brochures. Nous le reproduisons sans le modifier les choses, comme on peut le voir, ayant peu changé depuis...

A la page 1127 du dictionnaire des termes techniques de médecine on trouve la définition de la SINISTROSE:

« De sinistre, syndrome psychique observé chez les victimes d'accidents du travail et caractérisé par une inhibition de la bonne volonté, résultant d'une interprétation erronée de la loi.

Le blessé étant convaincu que toute blessure professionnelle doit lui valoir des dommages-intérêts. Sans lésions somatiques ni troubles nerveux il arrive à se persuader qu'il est malade et incapable de tout travail. »

Qui sont ces malades mystérieux, à la bonne volonté inhibée?

Quelle est donc cette maladie mystérieuse qui fausse l'interprétation de la loi...? Qui rend incapable de travailler...?

Enfin, comment les médecins qui donnent une définition aussi rigoureusement scientifique de la SINISTROSE, traitent-ils ce genre d'affection?...

Pour répondre à ce genre de questions, nous nous proposons d'analyser l'histoire de l'un de nos camarades, naturalisé français, d'origine espagnole, travaillant en France depuis 14 ans. Si nous prenons ce cas, c'est parce qu'il nous paraît représenter l'aventure de beaucoup d'accidentés du travail, immigrés ou sous-prolétaires.

Antunez Placido, 44 ans, père de 7 enfants, marié à une Portugaise, commença à travailler comme beaucoup, dans le bâtiment, en qualité de ouvrier. Etait donnée la quasi-absence de mesures de sécurité sur les chantiers français, Antunez subit une cascade d'accidents de travail dont nous reproduisons ici 3 des procès-verbaux d'enquête.

Mars 1963

NATURE DE L'ACCIDENT

En me rendant à mon travail une voiture m'a renversée; j'ai eu une contusion de la hanche droite, de la jambe et de la main droite.

AVRIL 1967

NATURE DE L'ACCIDENT

Le Jeudi 27 Avril, vers 17 heures, je me trouvais chemin du Payssat, sur un chantier de la C.N.E.S. Je préparais des bois pour un coffrage, je sciais des chevrons à la scie circulaire; dans ce chevron se trouvait une pointe que je n'avais pas vue. En sciant, cette pointe a fait dévier la scie, mon pouce gauche a été entraîné et le bout du doigt a été coupé. J'ai aussitôt arrêté le travail, et l'ingénieur qui se trouvait sur le chantier m'a conduit à la clinique St. Jean où les soins m'ont été donnés. Un arrêt de travail de 10 jours a été prescrit et prolongé ensuite. Ce n'est que le 3 Juillet 1967 que j'ai pu reprendre le travail. Actuellement ma blessure est consolidée, mais je suis gêné pour travailler, attendu que je suis gaucher. Il est possible qu'une intervention chirurgicale soit nécessaire.

FEVRIER 1968

NATURE DE L'ACCIDENT

Au cours d'un travail de coulage, j'ai glissé sur un coffrage métallique; en tombant, je me suis blessé au côté droit. J'ai été transporté à l'hôpital Purpan.

EXPERTISE MÉDICALE EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

« Le 5 Février, en travaillant sur la piste du concordé, monsieur Antunez a reçu un panneau sur la colonne vertébrale. Ce traumatisme lui fractura la deuxième vertèbre lombaire et traumatisa la hanche droite.

L'évolution fut cependant assez favorable car il n'y a pas de séquelles neurologiques mais l'aspect du malade est celui de toutes les suites de

traumatismes lombo-sacrés. Il s'agit de travailleurs de force, sans spécialisation, dans la force de l'âge, avec un niveau d'instruction bas. Leur immaturité attentive projette une nouvelle teinte à la personnalité qui ici est modifiée par un famille nombreuse. C'est le tableau de la camptocomie, de l'homme qui ne se fait plus face.

Dans ces conditions, il n'est pas question de le faire travailler actuellement. Il faut lui apprendre un nouveau métier et l'obliger à reprendre une activité professionnelle »

Conclusion: Réadaptation professionnelle urgente et obligatoire.

CONCLUSION: Réadaptation professionnelle urgente et obligatoire.

Les belles conclusions du médecin du travail n'ont été suivies d'aucun effet. Tous les services de Main-d'oeuvre, sociaux, ou de mairie levaient les bras au ciel en disant: « Il n'y a pas de réadaptation possible, il n'écrit ni ne lit le français. »

Antunez alla donc voir pour la Nième fois le médecin qui en tira les superbes conclusions suivantes:

C'est le problème de la confrontation d'un sujet incapable de reprendre le travail de coffreur et d'un reclassement professionnel. Cet exemple

un sentiment de résignation devant la maladie: « je ne guérirai jamais » qui montre que c'est un homme qui ne lutte pas et qui ne fera pas d'effort pour trouver une place nouvelle. Cet homme ne peut rester éternellement en arrêt de travail. L'amélioration est illusoire sur un terrain qui ne peut se dégrader et favorable à un pourrissement de la situation ou à une fossilisation du problème. Il faut qu'il travaille pour rompre le complexe arrêt de travail, douleur, arrêt de travail. »

(Et voilà la grande thérapeutique, la panacée: LE TRAVAIL. Pour les chantiers en mal de main-d'oeuvre voici les nouveaux sergents recruteurs en blouse blanche)

Pour Antunez rétabli, avec les conclusions médicales en poche, les tracas et les ennuis ne s'arrêtent pas là...

N'ayant pour vivre que la pension de la S.S et le secours du chômage, le rétabli devenu chômeur aura à faire à de nombreuses assistances sociales qui lui diront invariablement: « il faut se secouer, il faut trouver du travail. »

A l'Agence Nationale Pour l'Emploi de sémiants prospecteurs placiers lui diront: « Pour vous, il n'y a que le travail que vous faisiez avant et pas autre chose. »

D'autres personnes dirigeront plus fermement Antunez sur le chemin de l'embauche; il s'agit des

télévision et autres objets à crédit lui avait dit: « si vous tombez malade, vous n'aurez plus rien à payer ».

Aussi de bonne foi Antunez renvoie de chez lui l'huissier d'une façon expéditive. Le soir même il lui écrit cette lettre:

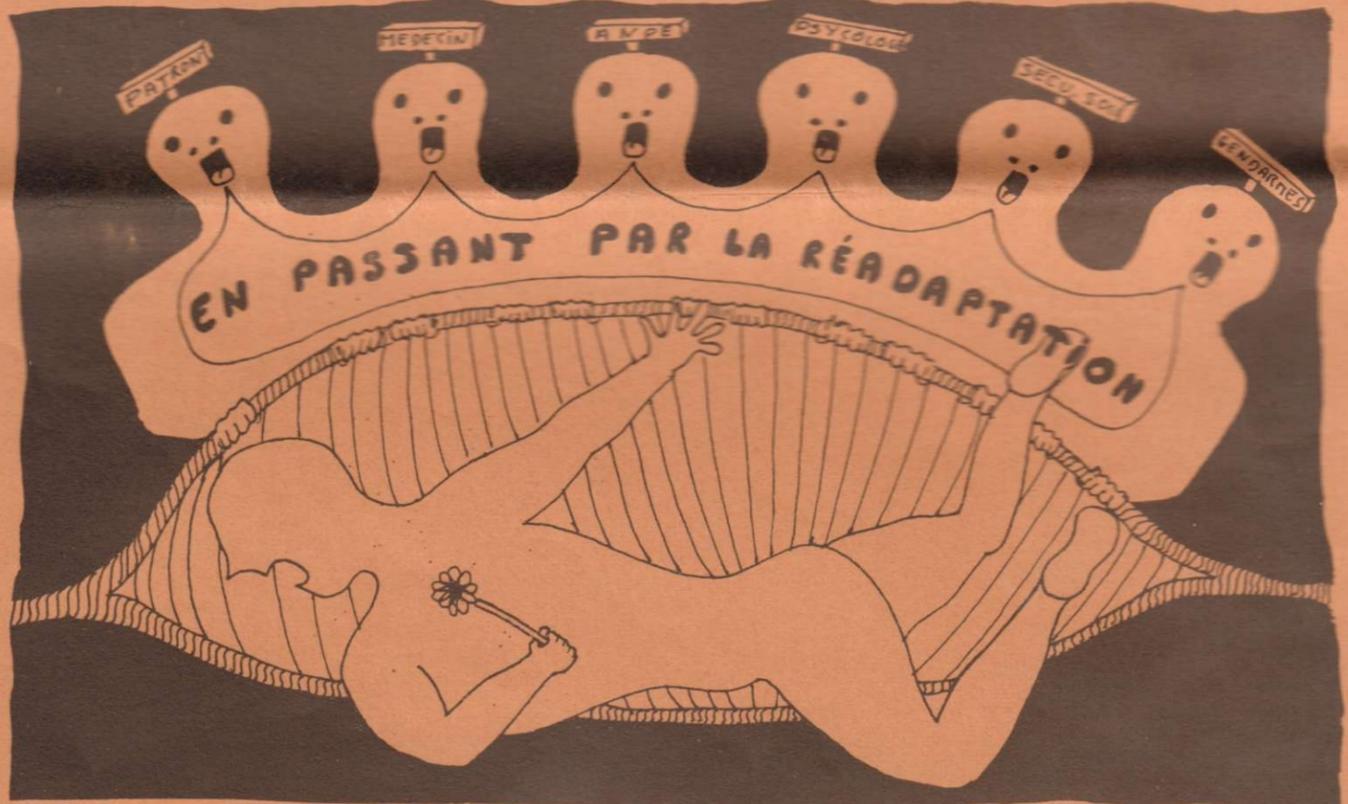
Maître Abadie et Robert Saunac
Huissiers à Toulouse.

Je me suis renseigné sur ce que vous voulez me faire. Quand j'ai eu de l'argent, j'ai toujours payé, après à partir du 30/4/71 qu'on m'a consolidé je n'ai plus d'argent, je suis incapable de travailler alors je ne peux pas payer; alors ma réponse est celle-ci: vous me dites que jeudi 23 Septembre vous vous présenterez chez moi pour me prendre les meubles, eh bien je vous attends, vous pouvez venir quand vous voudrez. Et vous emmenez un grand camion pour pouvoir emmener les enfants et la femme ça fait 8 personnes en tout sans me compter. Et si vous venez il faut que vous soyez accompagné de cette autorité (les gendarmes).

Et quand je peux justifier que je travaillais quand j'ai acheté les meubles, et s'il m'arrivait quelque chose, j'étais assuré. Je n'aurais pas voulu avir le malheur que j'ai eu, sachez le.

ANTUNEZ

En réponse les gendarmes et l'huissier arrivent. La première réaction d'Antunez fut très violente, la deuxième fut de composer. Avec un huissier la seule possibilité d'arrangement c'est de payer, à tempérament certes, mais de payer. Il faut donc qu'il rembourse non seulement l'objet acheté,



consacre l'échec des organismes sociaux de reclassement dans ce domaine. Or, la bonne volonté des personnalités ne peut en aucun cas être mise en doute pas plus que la compétence. Pourtant, à la sortie de l'hôpital, le malade présentait une amélioration. La distance doigt-sol passait de 50cms. au début à 30cms à la sortie; la contracture avait disparue. »

(La médecine répare ce malade le mieux et le plus vite possible et personne n'en veut.)
CONSULTATION MÉDICO-SOCIALE D'ORIENTATION

Le docteur M... a examiné plusieurs fois Mr. Antunez et constaté qu'il ne voulait pas reprendre son travail ni être reclassé à cause de difficultés linguistiques.

(remarquons avec quel art le médecin rend responsable le malade, qui ne fait que répéter ce que lui ont dit les services sociaux.)

« D'autre part, les lettres que j'ai pu lire émanant de Mr. Antunez, pour contester les décisions ou demandant des expertises, traduisent

sociétés de crédits: Cetelem, Sofinco... et leurs acolytes, huissiers, gendarmes, tribunaux.

Dès l'arrêt du paiement des traites, l'huissier très vite envoi à Antunez, dans un langage très spécialisé, une sommation puis un avis de vente aux enchères que nous reproduisons ici:

Etude de Me. Abadie-Sounac huissier de justice à Toulouse, Place et Hotel de la Bourse.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Le vendredi 24 Septembre 1871 à 10 heures, IL SERA PROCÉDÉ PAR LE MINISTÈRE D'UN COMMISSAIRE PRISEUR

A la vente aux enchères publiques de:
Un téléviseur Vendôme Grand 2 Cran, avec régulateur de tension alpha - Une machine à laver super automatique 25 - Cinq chaises en formica - Un buffet 2 corps en bois - Une cuisinière 3 feux au butane - Un poste T.S.F. Philips - Un meuble de cuisine bois blanc deux portes.

AU COMPTANT ET FRAIS EN SUS
POUR PLACARD

Notre camarade ne comprendra rien à ce qui lui arrive, car le représentant qui lui a vendu la

mais aussi le papier timbré, les tribunaux, et l'huissier, ce qui amènera Antunez à devoir 3000F. sur un objet de 1200F.

Conseil pressant de l'huissier, du maire du village, des gendarmes etc...: « Travaillez mon vieux TRAVAILLEZ ».

Nous ne sommes pas au bout de l'indignation car la cascade d'arbitraires va continuer jusqu'à la mort...

(Nous avons dû, par manque de place remettre la deuxième partie au prochain «basta»)



A la Sécu...

La Sécurité Sociale. Une espèce de grand bâtiment tout neuf, tout blanc, à mi-chemin entre la prison et la clinique. Gigantesque réserve de paperasse et de poussière.

Une anecdote en passant, un fait divers tout à fait banal.

Le téléphone sonne :

« Allo... oui... Bonjour Monsieur... Bien... Bien... mais je ne peux pas donner suite à votre appel. L'anonymat n'est pas possible. Un coup de téléphone ça ne suffit pas, il faut écrire, en donnant vos noms et adresse... Comment?... Ah! monsieur, il fallait y penser avant de téléphoner, c'est trop facile... Non monsieur... Au revoir monsieur. »

Encore une dénonce de travail au noir, ou de soit-disant travail au noir. Il n'y en a pas tous les jours, mais il y en a et elles proviennent toujours de gens très courageux. Il arrive tout de même que ça se passe par écrit. Mais ces lettres, une fois le coupable pris en flagrant délit, une fois l'affaire classée, ces lettres, allez savoir pourquoi, elles disparaissent de la circulation. Plus aucune trace dans les dossiers... Bizarre, bizarre. La sécurité sociale miraculeusement oublie l'identité du dénonciateur.

Par contre, ce qui sont moins faciles, ce sont les employeurs qui ne sont pas du tout décidés à payer leurs cotisations. L'URSSAF, ça sert à quoi? on ne sait pas. Ah! si pardon, ça sert à faire payer et vite fait, sans deux jours de retard les mères de famille qui ont déclaré une nourrice et les artisans qui ont un ou deux ouvriers...

Mais les grosses boîtes qui ont des années de retard, pas question de leur faire lâcher un rond; ce serait la ruine, le chômage pour tout le personnel, vous ne vous rendez pas compte... Les armoires du service du contentieux et de l'URSSAF débordent de paperasses: débuts de procédures, faux-similis contrôles de paiement des cotisations employeurs. Ça s'entasse, ça grimpe, ça prolifère et ça attend. C'est voué à l'empoussiérage et à perpétuité.

Le fric? On le trouve ailleurs. Faut bien combler le déficit. On a fini par trouver la solution, à force de se creuser les méninges!! On va faire payer les cotisations aux retraités. Ils en étaient exonérés, on se demande pourquoi!!! Vous voyez bien qu'on n'est pas à cours d'idées à la sécurité sociale! On a même pensé à couper en deux les savonnettes aux chiottes du personnel!!!

Tiens encore une petite anecdote en passant. Une employée du contrôle médical discute:



Ils prétendent toujours. Evidemment comment donner foi aux dires de tous ces tire-au flanc.!

Il existe aussi une certaine catégorie d'employeurs qui, sur la déclaration, signalent au stylo rouge, qu'ils ne font cette déclaration qu'à la demande de l'intéressé, sous toute réserve bien sûr. Ça n'a l'air de rien, mais ce n'est pas sans conséquence. Ça entraîne une contestation, une enquête qui déterminera si oui ou non il s'agit d'un accident du Travail. Tout ça traîne en longueur. Il y a de grands risques que le dossier tombe dans les oubliettes.

Et cet employeur qui déclare:

« L'ouvrier a fait un effort en soulevant des tuyaux, il a ressenti une douleur aux reins ». Ça c'est la formule qui est le plus souvent utilisée lorsqu'il s'agit de lombalgies. Or les lombalgies sont systématiquement contestées par la sécurité sociale en matière accident du travail.

L'ouvrier en question, il déchargeait des buses en béton et a eu un tour de rein tel qu'il est tombé dans les pommes. IL a dû porter une ceinture de plâtre pendant un mois!!... Un effort en soulevant des tuyaux...!

D'ailleurs cette histoire, ça vaut le coup qu'on vous la raconte entièrement. Ce n'est pas tous les jours qu'on peut jeter unoeildans les coulisses en quelque sorte, d'un accident du travail... en dehors de la déclaration rédigée par l'employeur. Des tuyaux!!!

-18.7.77: Une entreprise de travaux publics, déchargement d'un camion de buse en béton.

- Un ouvrier temporaire Nord Africain fait un effort trop violent et perd connaissance.

- L'employeur ramène l'ouvrier toujours inconscient à son domicile, avec la 4L de l'entreprise. Il ne le dépose même pas dans son appartement mais le laisse carrément par terre dans la cour de l'immeuble.

- un voisin découvre l'ouvrier et appelle le SAMU. Il essaie mais en vain de contacter l'employeur par téléphone. Ça ne répond pas. Le SAMU embarque l'ouvrier pour le Centre Hospitalier Régional.

- 21.7.77 Enfin visite du responsable de l'Agence de travail temporaire qui rédige la déclaration d'accident du travail.

Texte: « En voulant soulever un poids assez lourd (tuyaux) Mr. X a ressenti une douleur sciatique aux reins ».

- Pendant ce temps, l'ouvrier est renvoyé du CHR. Pendant les examens, il a déclaré aller bien. (Il ne parle pas français et ne le comprend pas) en fait il ne peut pas marcher et ne tient même pas debout.

- Intervention du voisin auprès de l'Hôpital Purpan pour une réhospitalisation.

- Du 21.7 au 18.8 l'ouvrier doit porter une ceinture de plâtre.

- Parallèlement: la déclaration arrivée à la sécurité sociale le 21.7 attend avant d'être prise en considération. Pourquoi?

- 16.8 Réception à la sécurité sociale d'un certificat rédigé par le chef de clinique du service de rhumatologie du CHR où se trouve le l'ouvrier, prescrivant une prolongation de repos de 30 jours. En même temps la sécurité sociale reçoit un télégramme de la femme de l'ouvrier, gravement malade, qui le réclame. Elle réside en Algérie.

- 17. 8 Tout d'un coup le service Accidents du Travail rassemble dare dare toutes les pièces du dossier!

Le dossier est marqué en rouge (c'est une manie):

« Demande de séjour hors circonscription. Surveillance repos par Agent enquêteur S.V.P ».

(c'est l'été le moment des vacances et toutes les demandes de départ sont SYSTÉMATIQUEMENT rejetées.)

-18.8: Le dossier est transmis au contrôle médical.

- Avis défavorable départ en Algérie.

Contôles successifs par agent visiteur.

En fait, cet ouvrier, il n'a pas un rond, il attend surtout de toucher les indemnités pour envoyer l'argent à sa femme. De toute façon il lui est impossible de faire le voyage.

Qu'ajouter à une histoire pareille?

On pourrait épiloguer des pages et des pages sur les conditions de travail des ouvriers immigrés... tout le monde sait ça, même ceux qui le nient. La chair à travail nord africain blessée, le patron s'en débarrasse au fond de la cour sordide, et s'en lave les mains. Sans l'intervention du voisin, cet ouvrier perdait son travail, ses droits aux indemnités, aux soins gratuits... D'autres ont peut-être moins de «chance» qu'il n'en a eu... Et la sécurité sociale dans tout ça! Là aussi ou pourrait épiloguer!! Que représente t-elle comme sécurité, comme service social? Une déclaration qui sommeille du 21 Juillet au 18 Août, 28 jours! avant qu'un dossier soit constitué! Et encore si les choses se sont hâtées atées tout à coup c'est à cause du risque de départ en Algérie, qu'il fallait empêcher à tout prix, vite, en gros, en rouge!! Les indemnités, bof! je vous demande un peu, qui a besoin de ça pour vivre!! Comme si elle existait la Sécurité sociale pour emmerder le monde et pas pour l'aider! «nous sommes avant tout au service des assurés sociaux»!!! Ben dis donc! qu'est ce que ce serait!!!



Bon! revenons-en à notre coup de fil. Imaginons : vous êtes une peau de vache... (dans l'administration, on devient peau de vache pour de multiples raisons et par d'innombrables chemins). Vous recevez un coup de téléphone de ce genre; le gars, au bout du fil, qui ne veut pas donner son nom, s'empresse par contre, de caser celui du voisin, en arrêt de travail, qui bosse «au noir» et contre lequel il a une dent.

En bon fonctionnaire (nous supposons toujours), vous avez le réflexe papier stylo et vous notez. En raccrochant, il y a peu de chances que vous jetiez le papier, et même si vous le jetez, ce nom-là, il va rester dans votre tête, un jour, deux peut-être. Et puis, vous vous décidez à chercher le dossier, pour voir. Dans ce dossier vous trouvez des certificats médicaux bien sûr et vous ne pouvez pas vous empêcher d'y inscrire une marque rouge. C'est un code, c'est le petit dé clic qui met le mécanisme en branle. Les agents visiteurs se mettent en route et défilent chez le plus-que-suspect. Si par malheur on le trouve la truelle à la main, les emmerdements commencent. Les pauvres gars qui bossent un peu à se construire ou retaper leur baraque en période maladie ou accident du travail, c'est facile de les coincer.

« Hier encore un type est venu, ... il est au chômage. Son patron l'a congédié alors qu'il était en congé pour maladie. Manifestement c'était pour cette raison ».

Il en arrive bien un par jour qui soit dans cette situation. C'est un peu loufoque, non ?

Et alors, messieurs, de l'inspection du travail, à part tailler les crayons, vous faites quoi au juste? il est vrai qu'un ouvrier malade ne fait pas prospérer l'usine!

SERVICE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL:

Une montagne de déclarations remplies par les employeurs.

Là aussi certaines choses apparaissent régulièrement.

Par exemple le chef du personnel de la C.T.T. (Compagnie Toulousaine des Transports) qui signe les déclarations ne semble les admettre que libellées ainsi:

« En appuyant sur le démarreur de l'autobus, touche avec son bracelet montre le comodo du poste de radio, provoque un court-circuit et PRÉTEND s'être brûlé au poignet gauche ».

« Se rendant à son travail en automobile est heurté à l'arrière par un véhicule tiers, PRÉTEND avoir ressenti une douleur à la colonne vertébrale ».



ENTRE
LA POPULATION
ET NOUS,
LE COURANT
NE PASSE
PAS

Au XIXème siècle le chemin de fer fit frémir les réactionnaires, le coeur à tout coup allait céder, les yeux bondir de la tête, quant au moteur à explosion, quel démon tonitruant n'allait pas en jaillir à la vitesse d'enfer de 40kms/h. De leur côté, les modernistes promettaient un univers paradisiaque fondé sur la science, la technologie et le progrès: On en frémit Aujourd'hui on peut toujours voir ces faux prophètes se battre à coup d'arguments technologiques, qui nous incitent à l'emploi du char à boeuf, qui au bonheur atomique sans nous convaincre ni les uns ni les autres dans l'utilisation de leurs «méthodes». Nous ne voulons pas choisir entre archaïsme et rentabilité.

CRISTAL

CENTRE DE RECHERCHES

ISSN 0395.4250
MENSUEL

N° 9 NOVEMBRE 77
Prix 1,50f



ON
ASSASSINE
DANS LES
PAYS TOTALITAIRES,

DANS LES
DEMOCRATIES ON SUICIDE

ARCHIVE